

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

Financière IDAT

Société par actions simplifiée au capital de 1.941.417 euros
12, boulevard de la Madeleine, 75009 Paris
402 556 716 R.C.S. Paris

Exercice social du 1er janvier au 31 décembre 2024

Comptes sociaux et consolidés approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 26 mai 2025

Partie A. — Comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport de présentation de comptes

Compte rendu des travaux du professionnel de l'expertise comptable

Conformément à nos accords, nous avons effectué une mission de présentation des comptes annuels de la société SAS FINANCIERE IDAT relatifs à l'exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Ces comptes annuels sont joints au présent compte rendu ; ils se caractérisent par les données suivantes :

	Montants en Euros
Total bilan	337 153 875
Total des ventes	270 984
Résultat net comptable (Bénéfice)	49 452 399

Nous avons effectué les diligences prévues par la norme professionnelle du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-Comptables applicable à la mission de présentation des comptes.

Fait à PARIS
Le 07/05/2025

NOURY PHILIPPE
EXPERT-COMPTABLE

I — Bilan

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2024	Net 31/12/2023
Capital souscrit non appelé				
Actif Immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	140 000	140 000		
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours	514 855	135 743	379 112	419 096
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	230 408 967	1 285 979	229 122 987	194 885 145
Créances rattachées aux participations	44 840 439		44 840 439	49 648 519
Autres titres immobilisés	9 928 627	774 132	9 154 496	11 471 848
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Total actif immobilisé	285 832 887	2 335 854	283 497 034	256 424 608
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres				

approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés				
Autres créances	124 345		124 345	600 000
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement	23 311 946	216 843	23 095 103	70 151 583
Disponibilités	30 436 611		30 436 611	3 305 361
Charges constatées d'avance (3)	781		781	768
Total actif circulant	53 873 684	216 843	53 656 841	74 057 712
Frais d'émission d'emprunt à évaluer				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
Total général	339 706 571	2 552 697	337 153 875	330 482 320
<i>(1) Dont droit au bail</i>				
<i>(2) Dont à moins d'un an (brut)</i>				
<i>(3) Dont à plus d'un an (brut)</i>				

Bilan passif

	31/12/2024	31/12/2023
Capitaux propres		
Capital	1 941 417	1 941 417
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	19 892 411	19 892 411
Ecart de réévaluation	760	760
Réserves légale	194 142	194 142
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées	59 822	59 822
Autres réserves	245 567 747	270 266 170
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	49 452 399	35 301 577
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total capitaux propres	317 108 698	327 656 299
Autres fonds propres		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Total autres fonds propres		
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total provisions pour risques et charges		
Dettes (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières diverses (3)	451 206	191 056
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	821 320	640 303
Dettes fiscales et sociales	18 772 650	1 994 661
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance (1)		
Total dettes	20 045 176	2 826 020
Ecarts de conversion passif		
Total général	337 153 875	330 482 320
<i>(1) Dont à plus d'un an (a)</i>	<i>201 206</i>	
<i>(1) Dont à moins d'un an (a)</i>	<i>19 843 970</i>	<i>2 826 020</i>
<i>(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque</i>		

(3) Dont emprunts participatifs				
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
Compte de résultat				
	France	Exportations et livraisons intracom.	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)		270 984	270 984	281 167
Chiffre d'affaires net		270 984	270 984	281 167
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges				
Autres produits				301
Total produits d'exploitation (I)			270 984	281 468
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)				
Impôts, taxes et versements assimilés			1 707 252	1 552 924
Salaires et traitements			43 689	14 021
Charges sociales				
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements				
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			39 984	39 984
- Pour risques et charges : dotations aux provisions				
- Autres charges				
Total charges d'exploitation (II)			1 790 925	1 606 929
Résultat d'exploitation (I-II)			-1 519 941	-1 325 461
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)			31 550 343	32 401 494
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)			837 915	918 705
Autres intérêts et produits assimilés (3)			4 065 245	3 803 045
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges			1 323 743	1 442 914
Différences positives de change			1 503 955	470 111
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			4 598 639	9 484
Total produits financiers (V)			43 879 839	39 045 753
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			884 978	800 704
Intérêts et charges assimilées (4)			117 302	68 925
Différences négatives de change			391 226	320 728
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			1 393 506	1 190 357
Résultat financier (V-VI)			42 486 333	37 855 396
Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			40 966 392	36 529 935
Compte de résultat (suite)				
			31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital			26 106 951	1 183 239
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges				
Total produits exceptionnels (VII)			26 106 951	1 183 239
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion			3 129	
Sur opérations en capital			15 160 941	632 472
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				

Total charges exceptionnelles (VIII)	15 164 070	632 472
Résultat exceptionnel (VII-VIII)	10 942 881	550 767
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	2 456 874	1 779 125
Total des produits (I+III+V+VII)	70 257 774	40 510 460
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	20 805 375	5 208 883
Excédent ou insuffisance	49 452 399	35 301 577
<i>(a) Y compris :</i>		
<i>- Redevances de crédit-bail mobilier</i>		
<i>- Redevances de crédit-bail immobilier</i>		
<i>(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs</i>		
<i>(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs</i>		
<i>(3) Dont produits concernant les entités liées</i>		
<i>(4) Dont intérêts concernant les entités liées</i>		

III. — Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, après avoir constaté que les comptes font apparaître un bénéfice de 49.452.399 euros,

approuve la proposition du président, et décide d'affecter ledit bénéfice soit 49.452.399 euros, comme suit :

- autres réserves : 49.452.399 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 *bis* du Code général des impôts, que les dividendes suivants ont été distribués au titre des trois exercices précédents de la Société :

Exercice	Dividendes	Dividendes éligibles à l'abattement de 40%
31 décembre 2023	2.000.000 €	2.000.000 €
31 décembre 2022	Néant	Néant
31 décembre 2021	Néant	Néant

IV. — Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS FINANCIERE IDAT

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 337 153 875 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 49 452 399 Euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024. Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis selon le règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général dans sa version en vigueur au 31/12/2024.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : Non amortissable
- * Matériel de transport : 5 ans
- * Mobilier : non amortissable

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité de l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et méthodes comptables**Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Notes sur le bilan**Actif immobilisé****Tableau des immobilisations**

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	140 000			140 000
Immobilisations incorporelles	140 000			140 000
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport	452 532			452 532
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	62 322			62 322
- Bien reçu par Legs ou donation				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	514 855			514 855
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	245 884 042	49 261 710	19 896 346	275 249 405
- Autres titres immobilisés	12 127 055	1 900 384	4 098 811	9 928 627
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières	258 011 096	51 162 094	23 995 158	285 178 033
Actif immobilisé	258 665 951	51 162 094	23 995 158	285 832 887

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions			51 162 094	51 162 094
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice			51 162 094	51 162 094
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				

Virements vers l'actif circulant			23 995 158	23 995 158
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice			23 995 158	23 995 158

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport	95 759	39 984		135 743
- Matériel de bureau et informatique, mobilier				
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	95 759	39 984		135 743
Actif immobilisé	95 759	39 984		135 743

Notes sur le bilan**Actif circulant****Etat des créances**

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 44 965 565 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	44 840 439		44 840 439
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	124 345	124 345	
Autres			
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	781	781	
Total	44 965 565	125 126	44 840 439
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Créances rattachées à des participations	5 881 018
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	124 345
Autres créances	
Disponibilités	
Total	6 005 363

Valeurs mobilières de placement

A la fin de l'exercice, la valeur boursière des principaux éléments du portefeuille se monte à 25 774 914 Euros pour une valeur comptable de 23 311 946 Euros. Le montant des plus-value latentes s'élève à 3 156 049 Euros. Le montant des moins-value latentes correspondantes est de 216 846 Euros.

Le portefeuille de valeurs mobilières de placement à la clôture de l'exercice s'établit, pour les informations principales, comme suit :

Notes sur le bilan

	Valeur historique	Valeur liquidative	Gains latents	Pertes latentes
SB PARTNERS SIF SICAV	170 000	273 700	274 720	
ORSAY MERGER ARBITRAGE	1 378 430	3 180 628	2 107 413	
BLUE LIKE AN ORANGE	731 323	974 322	242 999	
GS CORPORATES HEDGEFUND	1 873 729	2 293 655	419 926	
ODDO CAPI INDIVIDUEL	104 038	104 038		
WIZBII - OBLIGATION	199 968	199 968		
INATHERYS OBLIGATION	100 000	100 000		
ODDO BHF DATA DRIVEN	9 625 566	9 408 720		216 846
ODDO BHF MONEY MKT CI EUR	9 128 892	9 239 883	110 991	
Total	23 311 946	25 774 914	3 156 049	216 846

Seules les moins-values latentes affectent l'exercice et sont comptabilisées sous la forme d'une dépréciation à hauteur de 216 843 Euros. Aucun ne compensation n'est réalisée avec des plus-values latentes.

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	140 000			140 000
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières	2 005 583	668 133	613 606	2 060 110
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	710 135	216 845	710 137	216 843
Total	2 855 718	884 978	1 323 743	2 416 953
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières		884 978	1 323 743	
Exceptionnelles				

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 1 941 417,00 Euros décomposé en 1 941 417 titres d'une valeur nominale de 1,00 Euros.

Affectation du résultat

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	
Résultat de l'exercice précédent	35 301 577
Prélèvements sur les réserves	24 698 423
Total des origines	60 000 000
Affectations aux réserves	
Distributions	60 000 000
Autres répartitions	
Report à Nouveau	
Total des affectations	60 000 000

Notes sur le bilan

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/01/2024	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2024
Capital	1 941 417				1 941 417
Primes d'émission	19 892 411				19 892 411
Ecart de réévaluation	760				760
Réserve légale	194 142				194 142
Réserves générales	270 266 170	-24 698 423		24 698 423	245 567 747
Réserves réglementées	59 822				59 822
Résultat de l'exercice	35 301 577	-35 301 577	49 452 399	35 301 577	49 452 399
<i>Dividendes</i>		<i>60 000 000</i>			
Total Capitaux Propres	327 656 299		49 452 399	60 000 000	317 108 698

Notes sur le bilan

Dettes**Etat des dettes**

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 20 045 176 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	821 320	821 320		
Dettes fiscales et sociales	772 650	772 650		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	18 451 206	18 250 000	201 206	
Produits constatés d'avance				
Total	20 045 176	19 843 970	201 206	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés	18 451 206			

Le montant des comptes courants d'associés personnes physiques s'élève à 201 206 Euros.

Charges à payer

	Montant
Fourn. Fact. non parvenues	821 320,00
Charges à payer int. c/c pho	39 831,00
Etat - autres charges à payer	48 247,00
Total	909 398,00

Notes sur le bilan**Comptes de régularisation****Charges constatées d'avance**

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	781		
Total	781		

Notes sur le compte de résultat**Charges et produits d'exploitation****Rémunération des commissaires aux comptes****Commissaire aux comptes Titulaire**

Honoraire de certification des comptes : 40 311 Euros

Honoraire des autres services : 3 260 Euros

Autres informations**Engagements financiers****Engagements donnés**

	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
CATHAY SMALL CAP III A	59 998
MOMENTUM INVEST FPCE	164 470
SICAV BLUE LIKE AN ORANGE	162 685
GENEO CAPITAL	90 000
SB PARTNERS	249 320
IP AFRIQUE	30 664
JEITO	286 000

<i>D.I.I INVEST</i>	10 566
<i>SOFINNOVA CROSSOVER</i>	300 000
<i>LAUXERA CAPITAL</i>	481 800
<i>IMPACT</i>	225 000
<i>IN VIVO</i>	
<i>LACI SLP</i>	633 734
<i>CATHAY GLOBAL HEALTHCARE</i>	719 449
<i>THE BRAIN FUNDS</i>	1 462 500
<i>SISTA FUND</i>	187 500
<i>VVNP FUND II SLP</i>	767 184
Autres engagements donnés	5 830 870
Total	5 830 870
<i>Dont concernant :</i>	
<i>Les dirigeants</i>	
<i>Les filiales</i>	
<i>Les participations</i>	
<i>Les autres entreprises liées Engagements assortis de suretés réelles</i>	

Tableau des cinq derniers exercices

	N-4	N-3	N-2	N-1	N
Capital en fin d'exercice					
Capital social	1 941 417	1 941 417	1 941 417	1 941 417	1 941 417
Nombre d'actions ordinaires	1 941 417	1 941 417	1 941 417	1 941 417	1 941 417
Opérations et résultats :					
Chiffre d'affaires (H.T.)		226 792	289 262	281 167	270 984
Résultat avant impôt, participation, dotations aux amortissements et provisions	15 626 177	48 800 341	45 111 475	36 478 476	51 510 492
Impôts sur les bénéfices	421 349	141 978	384 483	1 779 125	2 456 874
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	14 251 924	48 787 404	42 833 016	35 301 577	49 452 399
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation avant dotations aux amortissements et provisions	7,83	25,06	23,04	17,87	25,27
Résultat après impôts, participation dotations aux amortissements et provisions	7,34	25,13	22,06	18,18	25,47
Dividende distribué					
Personnel					
Effectif salariés					
Montant des sommes versées					

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2024)

Aux associés

Financière IDAT

12 boulevard de la Madeleine 75009 Paris

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Financière IDAT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie

« Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821 -53 et R. 821 -180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre

connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des titres de participations non-cotés

<i>Risque identifié</i>	<i>Notre réponse</i>
<p>Dans le cadre de son activité de holding, la société détient un portefeuille de participations non cotées. Ces titres sont comptabilisés au bilan au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité.</p> <p>Lorsque la valeur d'utilité des titres est inférieure à la valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.</p> <p>Compte tenu des encours significatifs détenus au bilan, et de la part de jugement nécessaire à la Direction pour estimer la valeur d'utilité de ces titres, nous avons considéré l'évaluation de ces titres comme un point clé de notre audit.</p> <p><i>Les titres de participation inscrits au bilan s'élèvent à 285 millions d'euros en valeur nette au 31/12/2024.</i></p> <p><i>Se référer au tableau des immobilisations en page 10 de l'annexe aux comptes annuels</i></p>	<p>Nos travaux ont consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - actualiser, par entretiens, notre compréhension des procédures mises en place par la Direction afin d'évaluer le caractère approprié des méthodes d'évaluation utilisées ; - contrôler, par sondages, les agrégats financiers retenus dans l'estimation de la valeur d'utilité des titres en les rapprochant des bilans et comptes de résultat de clôture des entités évaluées ; - tester, sur la base d'échantillons, l'exactitude mathématique des calculs de juste valeur réalisés ; - examiner les informations relatives aux titres de participation publiées en annexe.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Financière IDAT par votre assemblée générale du 30 mai 2012 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 21 mai 2014 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2024, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 13^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la 11^{ème} année, dont respectivement 4 années depuis que la société est devenue une entité d'intérêt public en application du 6° du III de l'article L.820-1 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

En application de la loi, nous vous signalons qu'en raison de la date de tenue des instances de gouvernance, nous n'avons pas été en mesure d'émettre le présent rapport dans les délais légaux.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement

professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 23 mai 2025

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Ridha Ben Chamek

Deloitte & Associés
Jean-Vincent Coustel

Partie B. — Comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024

I. — Bilan consolidé

(en milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Actif			
Caisse, Banques centrales, CCP		221 091	202 234
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2,1	990 587	1 053 225
Instruments dérivés de couverture	2,2	29 185	48 539
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2,3	2 010 785	1 865 072
Titres de dettes au coût amorti	2,4	11 155	18 508
Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti	2,6	7 377 976	5 929 250
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	2,7	2 242 030	2 143 393
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	2,8	-	-
Actifs d'impôts courants et différés	2,9	64 622	55 992
Autres actifs	2,10	1 081 927	950 112
Participations dans les entreprises mises en équivalence	2,11	55 405	51 350
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	2,12	-	-
Immobilisations corporelles et incorporelles	2,13	211 825	198 312
Ecarts d'acquisition	2,13	73 771	73 771
Total actif		14 370 359	12 589 758
Dettes			
Banques centrales		10 338	8 351
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	2,15	152 412	184 120
Instruments dérivés de couverture	2,2	16 485	13 714
Dettes envers les établissements de crédit	2,16	2 514 592	2 342 084
Dettes envers la clientèle	2,17	8 859 010	7 444 891
Dettes représentées par un titre	2,18	172 444	156 296
Passifs d'impôts courants et différés	2,9	24 889	31 577
Autres passifs	2,10	995 632	836 540
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	2,12	-	-

Provisions	2,19	118 591	97 475
Dettes subordonnées	2,20	167 396	167 455
Total dettes		13 031 789	11 282 503
Capitaux propres			
Capital		1 941	1 941
Primes et réserves consolidées liées au capital		810 090	797 809
Résultat de l'exercice		69 269	75 901
Sous-total		881 300	875 651
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		1 568	1 280
Total part du Groupe		882 868	876 931
Participations ne donnant pas le contrôle		455 702	430 324
Total capitaux propres consolidés		1 338 570	1 307 255
Total passif		14 370 359	12 589 758

II. — Compte de résultat consolidé

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Intérêts et produits assimilés	3,1	422 432	350 433
Intérêts et charges assimilées	3,2	-319 246	-230 439
Gains ou pertes nets résultant des couvertures de position nette	3,3	-36	1 145
Commissions (produits)	3,4	853 700	764 212
Commissions (charges)	3,4	-247 174	-202 422
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3,5	90 184	87 248
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	3,6	-1 040	-1 912
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'instruments financiers au coût amorti	3,7	-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat			
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat			
Résultat net des autres activités	3,8	55 313	51 181
Produit net bancaire		854 133	819 446
Charges générales d'exploitation	3,9	-679 962	-627 983
Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles		-34 303	-44 012
Résultat brut d'exploitation		139 868	147 451
Coût du risque de crédit	3,10	1 217	-1 598
Résultat d'exploitation		141 085	145 853
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	3,11	4 726	5 396
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3,12	68	4 134
Variations de valeur des écarts d'acquisition	3,13	-	-
Résultat avant impôts		145 879	155 383
Impôts sur les bénéfices	3,14	-40 099	-42 267
Résultat des activités abandonnées avant impôts		-	-
Impôts sur les bénéfices des activités abandonnées		-	-
Résultat des activités abandonnées	3,15	-	-
Résultat net		105 780	113 116
Participations ne donnant pas le contrôle		-36 511	-37 215
Résultat net – part du groupe		69 269	75 901
Résultat par action (en euros)		35,68	39,10
Résultat dilué par action (en euros)		35,68	39,10

III. — Etat du résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

<i>(en milliers euros)</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Résultat net	105 780	113 116
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui seront reclassés ultérieurement en résultat	7 496	21 429
Ecart de conversion	-1 186	4 449
Variations de valeur des actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres	12 315	24 162
<i>Écarts de réévaluation de la période</i>	11 306	22 172
<i>Reclassement en résultat</i>	1 009	1 990
Pertes nettes sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat	-	-
Gains nets sur instruments financiers à la valeur de marché par capitaux propres	-	-
<i>Impôts sur les éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat</i>	-3 633	-7 182
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat	-7 040	-6 493

Ecarts actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi	-9 587	-8 612
Variations de valeur des actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres	-	-
<i>Ecarts de réévaluation de la période</i>	-	-
<i>Reclassement des capitaux propres recyclables</i>	-	-
<i>Impôts sur les éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat</i>	2 547	2 119
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	456	14 936
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	106 236	128 052
Dont part du Groupe	69 558	84 829
Dont participations ne donnant pas le contrôle	36 678	43 223

IV. — Tableau de variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)	Capital	Primes et réserves consolidées liées au capital				Résultat de l'exercice part du Groupe
		Primes et réserves consolidées	Elimination des titres auto détenus	Autres instruments de capitaux propres	Total	
Capitaux propres au 31 Décembre 2022	1 941	724 374			724 374	70 058
Mouvements sur actions propres		-4 940			-4 940	
Opérations résultant de plans de paiement en actions		6 008			6 008	
Variations de valeur des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres						
Affectation résultat N-1		70 058			70 058	-70 058
Résultat 31/12/2023						75 901
Distribution des dividendes		-1 667			-1 667	
Mouvements sur le capital						
Variations de périmètre		53			53	
Ecarts actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi						
Autres mouvements		3 924			3 924	
Capitaux propres au 31 Décembre 2023	1 941	797 809			797 809	75 901
Mouvements sur actions propres		-3 359			-3 359	
Opérations résultant de plans de paiement en actions		70			70	
Variations de valeur des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres						
Affectation résultat N-1		75 901			75 901	-75 901
Résultat 31/12/2024						69 269
Distribution des dividendes		-59 726			-59 726	
Mouvements sur le capital						
Variations de périmètre		-41			-41	
Ecarts actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi						
Autres mouvements		-564			-564	
Capitaux propres au 31 Décembre 2024	1 941	810 090			810 090	69 269

(en milliers d'euros)	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Capitaux propres part du Groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Ecarts de conversion	Total des Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			
Capitaux propres au 31 Décembre 2022	-25 159	12 170	3 636	-9 353	787 020	407 773	1 194 793
Mouvements sur actions propres					-4 940	-3 359	-8 299
Opérations résultant de plans de paiement en actions					6 008	-762	5 246
Variations de valeur des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	10 151			10 151	10 151	6 829	16 980
Affectation résultat N-1							
Résultat 31/12/2023					75 901	37 215	113 116
Distribution des dividendes					-1 667	-19 518	-21 185
Mouvements sur le capital							
Variations de périmètre	-37	21	6	-10	43	-910	-867
Ecarts actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi		-3 865		-3 865	-3 865	-2 629	-6 494
Autres mouvements		1 709	2 648	4 357	8 281	5 684	13 965
Capitaux propres au 31 Décembre 2023	-15 045	10 035	6 290	1 280	876 931	430 324	1 307 255
Mouvements sur actions propres					-3 359	-2 327	-5 686
Opérations résultant de plans de paiement en actions					70	-3 274	-3 204

Variations de valeur des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5 155			5 155	5 155	3 527	8 682
Affectation résultat N-1							
Résultat 31/12/2024					69 269	36 511	105 780
Distribution des dividendes					-59 726	-17 362	-77 088
Mouvements sur le capital							
Variations de périmètre	118	-77	-48	-7	-48	10 123	10 075
Ecart actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi		-4 159		-4 159	-4 159	-2 882	-7 041
Autres mouvements			-701	-701	-1 265	1 063	-202
Capitaux propres au 31 Décembre 2024	-9 772	5 799	5 541	1 568	882 869	455 702	1 338 571

Au 31 Décembre 2024, le capital de Financière IDAT entièrement libérés s'élève à 1 941 417 € et se compose de 1 941 417 actions d'une valeur nominale de 1 €.

V. — Tableau des flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Résultat avant impôts (hors activités abandonnées)	145 879	155 383
Résultat des activités destinées à être cédées avant impôts	-	-
Résultat avant impôts	145 879	155 383
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	34 303	44 012
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-
Dotations nettes aux provisions	40 333	43 518
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-4 726	-5 396
Résultat des activités destinées à être cédées	-	-
Autres mouvements	14 318	-9 009
Eléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et autres ajustements hors résultat	84 228	73 125
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-1 309 642	-333 640
Flux liés aux opérations avec la clientèle	1 474 020	-384 936
Flux liés aux opérations affectant les autres actifs ou passifs financiers	-47 742	-145 269
Flux liés aux opérations affectant les actifs ou passifs non financiers	-55 496	150 043
Impôts versés	-39 671	-9 185
Diminution/augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	21 469	-722 987
Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle	251 576	-494 479
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-188	-5 616
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-45 092	-47 210
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-45 280	-52 826
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-49 148	-21 208
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement(*)	-1 397	120 419
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-50 545	99 211
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et assimilée	-10 744	6 582
Flux net de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	145 007	-441 512
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	500 645	942 157
Solde net des comptes de caisse, banques centrales et CCP	193 883	241 416
Solde net des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	306 762	700 741
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	645 652	500 645
Solde net des comptes de caisse, banques centrales et CCP	210 753	193 883
Solde net des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	434 899	306 762
Flux net de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	145 007	-441 512

(*) En application de la norme IFRS 16, les flux de trésorerie liés aux Contrats de location ont été intégrés aux opérations de financement, sur la ligne « Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement ». Au 31/12/2024, ces flux s'élevaient à 19 202 K€.

VI. — Notes annexes aux comptes consolidés

Faits marquants de l'exercice

- **Création de la société ODDO BHF PALATIN IMMOBILIER :**
La société ODDO BHF PALATIN IMMOBILIER SNC a été créée le 13 septembre 2024. Son capital social de 50 000 €, divisé en 50 000 actions, est détenu par ODDO BHF SCA pour 49 999 actions et ODDO Madeleine pour 1 action. ODDO BHF PALATIN IMMOBILIER a acquis un immeuble de bureaux basé à Puteaux au prix de 25 M€.
- **TUP de la société La Banque Privée Saint Germain avec la société ODDO BHF SCA au 24 décembre 2024 :**
Le 24 décembre 2024, il a été procédé à la transmission universelle du patrimoine de la société La Banque Privée Saint Germain à la société ODDO BHF SCA. La société LBPSG détenait la société Quilvest Banque Privée Finance (QBP Finance). Cette société est à présent détenue directement par ODDO BHF SCA. S'agissant d'une entité intégralement détenue par le Groupe, cette opération est sans impact sur les comptes consolidés.

Note 1 - Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, le Groupe Financière IDAT SAS (« le

Groupe ») a établi ses comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne et applicable à cette date.

Le Groupe a fait le choix, offert par les dispositions transitoires de la norme IFRS 9, de continuer à comptabiliser ses opérations de couverture conformément aux dispositions de la norme IAS 39 telle qu'adoptée dans l'Union européenne incluant celles relatives à la comptabilité de macro-couverture de juste valeur (IAS 39 « carve out »).

1.1 Présentation des états financiers

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé a été établi en cohérence avec celui proposé par l'organisme français de normalisation comptable, l'Autorité des Normes Comptables (ANC), dans sa recommandation n° 2022-01 du 8 avril 2022.

Les informations présentées dans les notes annexes aux états financiers consolidés se concentrent sur celles qui revêtent un caractère pertinent et matériel au regard des états financiers du Groupe, de ses activités et des circonstances dans lesquelles celles-ci se sont réalisées au cours de la période.

Les comptes consolidés sont présentés en milliers d'euros.

Trésorerie et équivalent de trésorerie

Afin d'élaboration du tableau des flux de trésorerie, la trésorerie et l'équivalent de trésorerie comprennent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.

Résultat par action

Le bénéfice par action est calculé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour la période, à l'exception des actions propres. Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires est établi en tenant compte des droits aux dividendes des actionnaires commandités. Le bénéfice dilué par action reflète la dilution potentielle qui pourrait survenir si des actions ordinaires additionnelles sont présumées avoir été émises en vertu de plan d'options.

Connectivité entre les états financiers et l'état de durabilité

En application de l'ordonnance n°2023-1142 du 6 décembre 2023 relative à la transposition en droit français de la directive 2022/2464 de l'Union européenne du 14 décembre 2022 (Corporate Sustainable Reporting Directive) et du règlement délégué (UE) 2023/2772 du 31 juillet 2023 définissant les normes d'information en matière de durabilité (European Sustainability Reporting Standards), le Groupe a établi pour la première fois un état de durabilité relatif à l'exercice 2024. Des liens directs ou indirects avec les états financiers consolidés sont présentés dans l'état de durabilité lorsque des informations financières figurent dans ce dernier.

1.2 Nouvelles normes applicables à compter du 1^{er} janvier 2024

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés annuels sont identiques à ceux utilisés par le Groupe pour l'élaboration des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023 établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et détaillés dans la Note 1 « Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés » des états financiers consolidés de l'exercice 2023, complétés par les normes comptables ou interprétations suivantes appliquées par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2024.

Normes IFRS, interprétations IFRIC ou amendements appliqués par le Groupe à compter du 1er janvier 2024 :

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates de publication par l'IASB	Dates d'adoption par l'Union européenne
Amendements à IFRS 16 « Contrats de locations – Obligation locative découlant d'une cession-bail » (applicables par anticipation en 2023)	22 septembre 2022	1 ^{er} janvier 2024

• Amendements à IFRS 16 « Contrats de locations – Obligation locative découlant d'une cession-bail »

Ces amendements apportent des clarifications sur l'évaluation ultérieure des transactions de cession-bail lorsque la cession initiale du bien répond aux critères d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » pour être comptabilisée comme une vente. Ces amendements précisent en particulier comment évaluer ultérieurement la dette de location résultant de ces transactions de cession-bail, constituée de paiements de loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux. Ces amendements n'ont pas d'impact sur les comptes consolidés du Groupe.

1.3 Normes comptables ou interprétations que le groupe appliquera dans le futur

L'IASB a publié des normes et amendements qui n'ont pas tous été adoptés par l'Union européenne au 31 Décembre 2024. Ils entreront en vigueur de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025 au plus tôt ou de leur adoption par l'Union européenne. Ils ne sont donc pas appliqués par le Groupe au 31 Décembre 2024.

Normes comptables, interprétations ou amendements non encore adoptés par l'Union européenne au 31 Décembre 2024 :

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates de publication par l'IASB	Date d'application : exercices ouverts à compter du
Amendements à IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères »	15 août 2023	1 ^{er} janvier 2025
Amendements à IFRS 9 « Modifications apportées au classement et à l'évaluation des instruments financiers »	30 mai 2024	1 ^{er} janvier 2026
Amendements à IFRS 9 et à IFRS 7 « Contrats référençant de l'électricité provenant de sources dépendant de la nature »	18 décembre 2024	1 ^{er} janvier 2026
IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers »	9 avril 2024	1 ^{er} janvier 2027

• Amendements à IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères »

Ces amendements précisent les situations dans lesquelles une monnaie est considérée comme convertible, ainsi que les modalités d'évaluation du cours de change

d'une monnaie non convertible. Ils complètent également les informations à communiquer en annexes des états financiers lorsqu'une devise n'est pas convertible.

• *Amendements à IFRS 9 « Modifications apportées au classement et à l'évaluation des instruments financiers »*

Ces amendements apportent des clarifications sur le classement des actifs financiers et notamment sur la manière d'apprécier la cohérence des flux contractuels d'un actif financier avec un contrat de prêt basique. Ils clarifient ainsi la classification des actifs financiers ayant des caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise (ESG) ou similaires.

Des précisions sont également apportées pour le classement des instruments liés par contrat et des actifs financiers garantis uniquement par des sûretés réelles.

Par ailleurs, ces amendements viennent préciser les modalités de décomptabilisation des passifs financiers réglés au moyen de systèmes de paiement électronique.

De nouvelles informations sont également requises concernant les instruments de capitaux propres désignés dès l'origine pour être évalués à la juste valeur par capitaux propres, ainsi que les actifs et passifs financiers assortis de caractéristiques conditionnelles, tels les instruments avec des facteurs ESG.

• *Amendements à IFRS 9 et à IFRS 7 « Contrats référençant de l'électricité provenant de sources dépendant de la nature »*

L'IASB a publié des amendements aux normes IFRS 9 et IFRS 7 relatifs aux contrats référençant de l'électricité provenant de sources dépendant de la nature et dont la quantité produite se trouve soumise à un aléa de variabilité.

Les contrats concernés peuvent être dénoués :

- par livraison physique de l'électricité achetée ou vendue : power purchase agreement (PPA) ;
- par un règlement net en trésorerie pour la différence entre le prix fixé par le contrat et le prix du marché : virtual power purchase agreements (VPPA).

Ces amendements clarifient les conditions d'application de l'exemption « own use » permettant d'exclure du champ de la norme IFRS 9 les contrats PPA détenus par le Groupe.

Ces amendements ne devraient pas avoir d'effet matériel sur les états financiers du Groupe.

• *IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers »*

Cette norme remplacera la norme IAS 1 « Présentation des états financiers ».

Elle ne modifiera pas les règles de reconnaissance des actifs, passifs, charges et produits, ni leur évaluation ; elle ne concerne que leur présentation dans les états financiers de synthèse et dans les notes annexes.

Les principales modifications apportées par cette nouvelle norme concernent le compte de résultat. Ce dernier devra être structuré par des sous-totaux obligatoires et articulé en trois catégories de produits et de charges : les produits et les charges d'exploitation, les produits et les charges d'investissement et les produits et les charges de financement.

Pour les entités dont l'investissement dans des actifs ou l'octroi de financement à ses clients constitue une de ses activités principales, telles les entités des secteurs de la banque et de l'assurance, la norme prévoit une présentation adaptée des charges et produits relatifs à ces activités au sein des produits et charges d'exploitation.

La norme IFRS 18 impose par ailleurs la présentation dans les notes annexes aux états financiers des mesures de performance alternatives définies par la Direction de l'entité et utilisées dans la communication financière (justification de l'usage de ces mesures, mode de calcul, rapprochement avec les sous-totaux imposés par la norme).

La norme fournit enfin des orientations pour l'agrégation et la désagrégation des informations quantitatives dans les états financiers de synthèse et dans les notes annexes.

La norme IFRS 18 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027 avec un retraitement rétrospectif des comptes comparatifs.

L'analyse des effets de cette norme sur les états financiers du Groupe est en cours.

1.4 Recours à des estimations

Certains montants comptabilisés dans ces comptes consolidés reflètent les estimations et les hypothèses émises par la Direction notamment lors de l'évaluation en juste valeur des instruments financiers et lors de l'évaluation des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles, des dépréciations d'actifs et des provisions. Les résultats futurs définitifs peuvent être différents de ces estimations.

1.5. Principes de consolidation

Les comptes consolidés regroupent les comptes de Financière IDAT SAS et des principales sociétés françaises et étrangères composant le Groupe Financière IDAT SAS. Les comptes des filiales étrangères ayant été établis d'après les règles comptables des pays d'origine, les retraitements et reclassements nécessaires ont été effectués afin de les rendre conformes aux principes comptables du Groupe Financière IDAT SAS.

1.5.1 Méthode de consolidation

Filiales

Les filiales sont les entités contrôlées de manière exclusive par le Groupe. Ces filiales, qui peuvent être des entités structurées, sont consolidées par intégration globale. Le Groupe contrôle une entité lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- le Groupe détient le pouvoir sur l'entité (capacité de diriger ses activités pertinentes, à savoir celles qui ont une incidence importante sur les rendements de l'entité), via la détention de droits de vote ou d'autres droits ; et
- le Groupe est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité ; et
- le Groupe a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il en obtient.

Existence du pouvoir

Le périmètre des droits de vote pris en considération pour apprécier la nature du contrôle exercé par le Groupe sur une entité et les méthodes de consolidation applicables intègre l'existence et l'effet de droits de vote potentiels dès lors que ces derniers sont exerçables à la date d'appréciation du contrôle ou au plus tard lorsque les décisions concernant la direction des activités pertinentes doivent être prises. Ces droits de vote potentiels peuvent provenir, par exemple, d'options d'achat d'actions ordinaires existantes sur le marché ou du droit à convertir des obligations en actions ordinaires nouvelles.

Lorsque les droits de vote ne sont pas pertinents pour déterminer l'existence ou l'absence de contrôle d'une entité par le Groupe, l'évaluation de ce contrôle doit tenir

compte de tous les faits et circonstances y compris l'existence d'un ou plusieurs accords contractuels.

Le pouvoir peut s'exercer au travers de droits substantiels, à savoir la capacité pratique de diriger les activités pertinentes de l'entité sans obstacles ni contraintes.

Certains droits ont pour but de protéger les intérêts de la partie qui les détient (droits protectifs), sans toutefois donner le pouvoir sur l'entité à laquelle les droits se rattachent.

Si plusieurs investisseurs ont chacun des droits effectifs leur conférant la capacité de diriger unilatéralement des activités pertinentes différentes, celui qui a la capacité effective de diriger les activités qui affectent le plus les rendements de l'entité, détient le pouvoir.

Exposition aux rendements variables

Le contrôle ne peut exister que si le Groupe est exposé significativement à la variabilité des rendements variables générés par son investissement ou son implication dans l'entité. Les rendements variables rassemblent toutes sortes d'expositions (dividendes, intérêts, commissions...); ils peuvent être uniquement positifs, uniquement négatifs, ou tantôt positifs et tantôt négatifs.

Lien entre pouvoir et rendements variables

Le pouvoir sur les activités pertinentes ne confère pas le contrôle au Groupe si ce pouvoir ne permet pas d'influer sur les rendements variables auxquels le Groupe est exposé en raison de ses liens avec l'entité. Si le Groupe dispose de pouvoirs de décision qui lui ont été délégués par des tiers externes et qu'il exerce ces pouvoirs au bénéfice principal de ces derniers, il est présumé agir en tant qu'agent des délégataires et, en conséquence, il ne contrôle pas l'entité bien qu'il soit décisionnaire. Dans le cadre des activités de gestion d'actifs, une analyse est menée pour déterminer si le gérant agit en tant qu'agent ou en tant que principal dans la gestion des actifs du fonds, ce dernier étant présumé contrôlé par le gérant si celui-ci est qualifié de principal.

Partenariats

Dans le cadre d'un partenariat (activité conjointe ou co-entreprise), le Groupe exerce un contrôle conjoint sur l'entité considérée si les décisions concernant les activités pertinentes de cette dernière requièrent le consentement unanime des différentes parties partageant ce contrôle. La détermination du contrôle conjoint repose sur une analyse des droits et obligations des partenaires à l'accord.

Dans le cas d'une activité conjointe ou d'une structure juridique commune (joint operation), les différentes parties qui exercent le contrôle conjoint ont des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs. Le Groupe doit alors comptabiliser de manière distincte sa quote-part dans chacun des actifs et des passifs ainsi que sa quote-part dans les charges et produits afférents.

Dans le cas d'une co-entreprise (joint venture), les différentes parties ont des droits sur l'actif net de celle-ci. Ces co-entreprises sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont les entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable. Ces entreprises associées sont mises en équivalence dans les états financiers consolidés du Groupe. L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entité sans toutefois en exercer un contrôle exclusif ou un contrôle conjoint. L'influence notable peut notamment résulter d'une représentation dans les organes de direction ou de surveillance, de la participation aux décisions stratégiques, de l'existence d'opérations inter-entreprises importantes, de l'échange de personnel de direction, de liens de dépendance technique. L'influence notable sur les politiques financière et opérationnelle d'une entité est présumée lorsque le Groupe dispose directement ou indirectement d'une fraction au moins égale à 20% des droits de vote de cette entité.

La mise en équivalence est une méthode comptable qui consiste à comptabiliser initialement la participation au coût et à l'ajuster par la suite pour prendre en compte les changements de la quote-part de l'investisseur dans l'actif net de l'entité émettrice qui surviennent postérieurement à l'acquisition. Le résultat net de l'investisseur comprend sa quote-part du résultat net de l'entité émettrice, et les autres éléments du résultat global de l'investisseur comprennent sa quote-part des autres éléments du résultat global de l'entité émettrice.

1.5.2 Cas particuliers des entités structurées

Une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ne constituent pas le facteur déterminant pour identifier qui exerce le contrôle sur cette entité. C'est le cas, par exemple, lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes de l'entité sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Une entité structurée présente souvent certaines caractéristiques telles qu'une activité circonscrite, un objet précis et bien défini, des capitaux propres insuffisants pour lui permettre de financer ses activités sans devoir recourir à un soutien financier subordonné.

Les entités structurées peuvent revêtir différentes formes juridiques : sociétés de capitaux, sociétés de personnes, véhicules de titrisation, organismes collectifs de placement, entités sans personnes morales.

L'analyse du contrôle d'une entité structurée doit alors tenir compte de tous les faits et circonstances et prendre notamment en considération :

- Les activités et l'objectif de l'entité,
- La structuration de l'entité,
- Les risques portés par l'entité et l'exposition du Groupe à tout ou partie de ces risques,
- Les avantages potentiels procurés au Groupe par l'entité.

Les entités structurées non consolidées sont celles qui ne sont pas contrôlées de manière exclusive par le Groupe.

Dans le cadre de la consolidation des entités structurées et contrôlées par le Groupe, les parts des entités structurées qui ne sont pas détenues par le Groupe sont enregistrées au bilan en Dettes.

1.5.3 Règles de consolidation

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes individuels des entités composant le Groupe. Les filiales arrêtant leurs comptes en cours d'année avec un décalage de plus de trois mois établissent une situation intermédiaire au 31 décembre, leurs résultats étant déterminés sur une base de douze mois. Tous les soldes, profits et transactions significatifs entre les sociétés du Groupe font l'objet d'une élimination.

Les résultats des filiales acquises sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de leur date d'acquisition effective tandis que les résultats des filiales qui ont été vendues au cours de l'exercice sont inclus jusqu'à la date à laquelle le contrôle a cessé d'exister.

1.5.4 Conversion des comptes des entités étrangères

Lorsqu'il est exprimé en devises, le bilan des sociétés consolidées est converti sur la base des cours de change officiels à la date de clôture. Les postes du compte de résultat sont convertis sur la base du cours de change moyen de la période. La différence de conversion sur le capital, les réserves, le report à nouveau et le résultat qui résulte de l'évolution des cours de change est portée en capitaux propres en *Gains ou pertes latents ou différés – Ecart de conversion*. Le résultat des opérations de couverture des investissements nets en devises dans des entités étrangères et de leurs résultats en devises viennent également en variation des réserves consolidées dans cette même rubrique.

1.5.5 Traitement des acquisitions et des écarts d'acquisition

Le Groupe utilise la méthode de l'acquisition afin de comptabiliser ses regroupements d'entreprise. Le coût d'acquisition est évalué comme le total des justes valeurs, à la date d'acquisition, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis, en échange du contrôle de l'entreprise acquise auxquels s'ajoutent tous les coûts directement attribuables à ce regroupement d'entreprises.

En date d'acquisition, les actifs, passifs, éléments de hors-bilan et passifs éventuels identifiables conformément à la norme IFRS 3 « regroupements d'entreprises » des entités acquises sont évalués individuellement à leur juste valeur quelle que soit leur destination. Les analyses et expertises nécessaires à l'évaluation initiale de ces éléments, ainsi que leur correction éventuelle en cas d'informations nouvelles, peuvent intervenir dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition.

L'écart positif entre le coût d'acquisition de l'entité et la quote-part acquise de l'actif net ainsi réévalué est inscrit à l'actif du bilan consolidé dans la rubrique *Ecart d'acquisition*; en cas d'écart négatif, celui-ci est immédiatement enregistré en résultat.

Dans le cas d'une augmentation du pourcentage d'intérêt du Groupe dans une entité déjà contrôlée, l'acquisition complémentaire de titres donne lieu à la comptabilisation d'un écart d'acquisition complémentaire déterminé en comparant le prix d'acquisition des titres et la quote-part d'actif net acquise.

Les écarts d'acquisition sont maintenus au bilan à leur coût historique libellé dans la devise de référence de la filiale acquise et converti sur la base du cours de change officiel à la date de clôture.

Les écarts d'acquisition font l'objet d'une revue régulière par le Groupe et de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an. A la date d'acquisition, chaque écart est affecté à une ou plusieurs unités génératrices de trésorerie devant retirer des avantages de l'acquisition. Les dépréciations éventuelles de ces écarts sont déterminées par référence à la valeur recouvrable de la ou des unité(s) génératrice(s) de trésorerie à laquelle (auxquelles) ils sont rattachés. Les unités génératrices de trésorerie constituent le niveau le plus fin utilisé par la Direction afin de déterminer le retour sur investissement d'une activité. Le Groupe a retenu une segmentation en 4 principales unités génératrices de trésorerie, homogène avec le pilotage du Groupe en grands métiers. La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie est calculée selon la méthode la plus appropriée notamment la méthode des flux de trésorerie actualisés et appliquée globalement à l'échelle de l'unité génératrice de trésorerie, et non au niveau de chaque entité juridique.

Lorsque la valeur recouvrable de l'unité(s) génératrice(s) de trésorerie est inférieure à sa (leur) valeur comptable, une dépréciation irréversible est enregistrée dans le résultat consolidé de la période sur la ligne *Pertes de valeur sur les écarts d'acquisition*.

1.5.6 Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes *Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées* et *Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées*.

Ces actifs non courants (ou un groupe destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de cession. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, ceux-ci cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destinés à être cédés y compris les actifs financiers et est comptabilisé en résultat net des activités destinées à être cédées.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- Elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- Elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou,
- Elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- Le résultat net après impôt des activités abandonnées jusqu'à la date de cession ;
- Le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

1.6 Principes comptables et méthode d'évaluation

1.6.1 Opérations en devises

En date de clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis en Euros (monnaie fonctionnelle du Groupe) au cours comptant de la devise. Les écarts de change latents ou réalisés sont enregistrés en résultat.

Les opérations de change à terme sont évaluées en juste valeur en utilisant le cours de change à terme restant à courir de la devise concernée. Les positions de change au comptant sont évaluées selon les cours de change officiels au comptant de fin de période. Les différences de réévaluation ainsi dégagées sont enregistrées dans le compte de résultat.

1.6.2 Classement et évaluation des actifs et passifs financiers

La norme IFRS 9 prévoit le classement des actifs financiers en trois catégories (Coût amorti, Juste valeur par résultat et Juste valeur par capitaux propres) en fonction des caractéristiques de leurs flux contractuels et de la manière dont l'entité gère ses instruments financiers (modèle de gestion ou « *business model* »).

Les passifs financiers sont classés au coût amorti ou en valeur de marché par résultat lors de la comptabilisation initiale.

1.6.2.A Actifs financiers au coût amorti

La norme IFRS 9 regroupe sous la dénomination « Actifs financiers au coût amorti » les notes suivantes :

- Titres de dettes au coût amorti
- Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti
- Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

Les actifs financiers sont classés au coût amorti si les deux critères suivants sont remplis : le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels (« *collecte* ») et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

La catégorie « Actifs financiers au coût amorti » inclut notamment les crédits consentis par le Groupe, ainsi que les prises en pension et les titres du portefeuille de Trésorerie qui sont détenus en vue de collecter les flux contractuels et respectent le critère des flux de trésorerie.

Critère du modèle de gestion

Les actifs financiers sont gérés en vue de collecter des flux de trésorerie par la perception des paiements contractuels sur la durée de vie de l'instrument.

La réalisation de cessions proches de l'échéance de l'instrument et pour un montant proche des flux de trésorerie contractuels restant dus ou en raison d'une hausse du risque de crédit de la contrepartie est compatible avec un modèle de gestion « *collecte* ». Les ventes imposées par des contraintes réglementaires ou pour gérer la concentration du risque de crédit (sans augmentation du risque de crédit) sont elles aussi compatibles avec ce modèle de gestion dès lors qu'elles sont peu fréquentes ou peu significatives en valeur.

Critère des flux de trésorerie

Le critère des flux de trésorerie est satisfait si les modalités contractuelles de l'instrument de dette donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui sont seulement des remboursements du principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Le critère n'est pas satisfait en cas de modalité contractuelle qui expose le porteur à des risques ou à une volatilité des flux de trésorerie contractuels incohérents avec ceux d'un prêt non structuré ou « *basique* ». Il n'est également pas satisfait en cas d'effet de levier qui augmente la variabilité des flux de trésorerie contractuels.

Les intérêts représentent la rémunération de la valeur temps de l'argent, du risque de crédit, ainsi qu'éventuellement la rémunération d'autres risques (risque de liquidité par exemple), des coûts (frais d'administration par exemple), et d'une marge bénéficiaire cohérente avec celle d'un prêt basique. L'existence d'intérêts négatifs ne remet pas en cause le critère des flux de trésorerie.

La valeur temps de l'argent est la composante de l'intérêt - généralement appelée composante « *taux* » - qui fournit une contrepartie pour le passage du temps uniquement. La relation entre le taux d'intérêt et le passage du temps ne doit pas être altérée par des caractéristiques spécifiques de nature à remettre en cause le respect du critère des flux de trésorerie.

Comptabilisation

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont comptabilisés à leur valeur de marché, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération ainsi que les commissions liées à la mise en place des crédits.

Ils sont évalués ultérieurement au coût amorti, intérêts courus non échus compris et déduction faite des remboursements en capital et intérêts intervenus au cours de la période écoulée. Ces actifs financiers font également l'objet dès l'origine d'un calcul de dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit (voir 1.6.2.d DEPRECIATION DES ACTIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI ET DES INSTRUMENTS DE DETTE A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES). Les intérêts sont calculés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif déterminé à l'origine du contrat.

Les titres cédés temporairement dans le cas d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du Groupe dans leur portefeuille d'origine. Le passif correspondant est comptabilisé sous la rubrique de « *Dettes* » appropriée.

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du Groupe. La créance correspondante est comptabilisée sous la rubrique de « *Prêts et Créances* » appropriée.

1.6.2.B Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres

Instruments de dette

Les instruments de dette sont classés en valeur de marché par capitaux propres si les deux critères suivants sont réunis :

- Critère du modèle de gestion : les actifs financiers sont détenus dans un modèle de gestion dont l'objectif est atteint à la fois par la perception des flux de trésorerie contractuels et la vente des actifs financiers (« *collecte et vente* »). Cette dernière n'est pas accessoire mais fait partie intégrante du modèle de gestion.

- Critère des flux de trésorerie : les principes sont identiques à ceux applicables aux actifs financiers au coût amorti. Sont notamment classés dans cette catégorie les titres du portefeuille de trésorerie qui sont détenus en vue de collecter les flux contractuels ou d'être vendus et respectent les critères des flux de trésorerie. Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont comptabilisés à leur valeur de marché, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération. Ils sont évalués ultérieurement à la valeur de marché et les variations de valeur sont enregistrées dans une rubrique spécifique des capitaux propres intitulée « *Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres pouvant être reclassées en résultat* ». De même, les pertes attendues, calculées selon les mêmes modalités que celles applicables aux instruments de dette au coût amorti et comptabilisées en coût du risque, ont pour contrepartie cette rubrique spécifique des capitaux propres. Lors de la cession, les montants précédemment comptabilisés en capitaux propres recyclables sont reclassés en compte de résultat. Par ailleurs, les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif déterminé à l'origine du contrat.

Instruments de capitaux propres

Les investissements dans des instruments de capitaux propres de type actions sont classés sur option, transaction par transaction, en instruments à la valeur de marché par capitaux propres (sous une rubrique spécifique). Lors de la cession des actions, les variations de valeur précédemment comptabilisées en capitaux propres ne sont pas constatées en résultat. Seuls les dividendes, dès lors qu'ils représentent une rémunération de l'investissement et non pas un remboursement de capital, sont comptabilisés en résultat. Ces instruments ne font pas l'objet de dépréciation.

Les parts de fonds remboursables au gré du porteur ne répondent pas à la définition d'instruments de capitaux propres. Elles ne respectent pas non plus les critères de flux de trésorerie et sont donc comptabilisées en valeur de marché par résultat.

1.6.2.C Engagements de financement et de garantie

Les engagements de financement et de garantie financière qui ne sont pas comptabilisés en tant qu'instruments dérivés en valeur de marché par résultat sont présentés dans la note relative aux engagements donnés et reçus. Ils font l'objet d'une dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit. Ces dépréciations sont présentées sous la rubrique « Provisions pour risques et charges ».

1.6.2.D Dépréciation des actifs financiers au coût amorti et des instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres

Le modèle de dépréciation pour risque de crédit est fondé sur les pertes attendues.

Ce modèle s'applique aux crédits et aux instruments de dette classés au coût amorti ou à la valeur de marché par capitaux propres, aux engagements de prêts et aux contrats de garantie financière donnée qui ne sont pas comptabilisés à la valeur de marché, ainsi qu'aux créances résultant des contrats de location, aux créances commerciales et aux actifs de contrat.

Modèle général

Le Groupe identifie trois "strates" correspondant chacune à une situation spécifique au regard de l'évolution du risque de crédit de la contrepartie depuis la comptabilisation initiale de l'actif.

- Pertes de crédit attendues à 12 mois (« strate 1 ») : si, à la date d'arrêt, le risque de crédit de l'instrument financier n'a pas augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale, cet instrument fait l'objet d'une provision pour dépréciation pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir).
- Pertes de crédit à maturité pour les actifs non dépréciés (« strate 2 ») : la provision pour dépréciation est évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie (à maturité) si le risque de crédit de l'instrument financier a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale sans que l'actif financier soit déprécié.
- Pertes de crédit attendues à maturité pour les actifs financiers dépréciés (« strate 3 ») : Lorsqu'un actif est déprécié, la provision pour dépréciation est également évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à maturité.

Ce modèle général est appliqué à l'ensemble des instruments dans le champ de la dépréciation d'IFRS 9, à l'exception des instruments pour lesquels un modèle simplifié est utilisé (voir ci-après).

L'approche des pertes de crédit attendues sous IFRS 9 est symétrique, c'est-à-dire que si des pertes de crédit attendues à maturité ont été comptabilisées lors d'une précédente période d'arrêt, et s'il s'avère qu'il n'y a plus, pour l'instrument financier et pour la période d'arrêt en cours, d'augmentation significative du risque de crédit depuis sa comptabilisation initiale, la provision est à nouveau calculée sur la base d'une perte de crédit attendue à 12 mois.

Définition du défaut

La définition du défaut est alignée avec celle du défaut bâlois, avec une présomption réfutable que l'entrée en défaut se fait au plus tard au-delà de 90 jours d'impayés. La définition du défaut est utilisée de manière homogène pour l'évaluation de l'augmentation du risque de crédit et la mesure des pertes de crédit attendues.

Actifs financiers dépréciés

Définition

Un actif financier est déprécié et classé en « strate 3 » lorsqu'un ou plusieurs événements ayant une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs de cet actif financier ont eu lieu.

Au niveau individuel, constitue notamment une indication objective de perte de valeur toute donnée observable afférente aux événements suivants : l'existence d'impayés depuis 90 jours au moins ; la connaissance ou l'observation de difficultés financières significatives de la contrepartie telles qu'il est possible de conclure à l'existence d'un risque avéré, qu'un impayé ait été ou non constaté ; les concessions consenties aux termes des crédits, qui ne l'auraient pas été en l'absence de difficultés financières de l'emprunteur (voir section « Restructuration des actifs financiers »).

Modèle simplifié

Le modèle simplifié consiste à comptabiliser une provision pour dépréciation sur la base d'une perte de crédit attendue à maturité dès l'origine puis à chaque date d'arrêt.

Le Groupe applique ce modèle aux créances commerciales de maturité inférieure à 12 mois.

Compte tenu du modèle utilisé, les créances commerciales sont classées dans les expositions de strate 2.

Augmentation significative du risque de crédit

L'augmentation significative du risque de crédit peut s'apprécier sur une base individuelle ou sur une base collective (en regroupant les instruments financiers en fonction de caractéristiques de risque de crédit communes) en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale.

L'appréciation de la détérioration repose sur la comparaison des probabilités de défaut ou des notations en date de comptabilisation initiale des instruments financiers avec celles existant en date de clôture.

Par ailleurs, il existe selon la norme une présomption réfutable d'augmentation significative du risque de crédit associé à un actif financier depuis la comptabilisation lorsque les paiements contractuels générés par cet actif sont en retard depuis plus de 30 jours.

Mesure des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues sont définies comme étant une estimation des pertes de crédit (c'est-à-dire la valeur actuelle des déficits de trésorerie) pondérées par la probabilité d'occurrence de ces pertes au cours de la durée de vie attendue des instruments financiers. Elles sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

En pratique, pour les expositions classées en strate 1 et en strate 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de la probabilité de défaut (« PD »), la perte en cas de défaut (Loss Given Default - « LGD ») et le montant de l'exposition en cas de défaut (Exposure at Default - « EAD ») actualisés au taux d'intérêt effectif de l'exposition. Elles résultent du risque de défaut dans les 12 mois à venir (strate 1) ou du risque de défaut sur la durée de vie de la facilité (strate 2).

Pour les expositions classées en strate 3, les pertes de crédit attendues sont évaluées au sein d'un comité réunissant les départements de la gestion du risque de crédit et de la direction des risques.

Maturité

Tous les termes contractuels de l'instrument financier (y compris les remboursements anticipés, les prorogations et options similaires) sur la durée de vie sont pris en compte. Dans les rares cas où la durée de vie attendue de l'instrument financier ne peut pas être estimée de façon fiable, la durée contractuelle résiduelle doit être utilisée. La norme précise que la période maximale à considérer pour le calcul des pertes de crédit attendues est la période contractuelle maximale.

Probabilités de défaut (PD)

La Probabilité de Défaut est une estimation de la probabilité de survenance d'un défaut sur un horizon de temps donné.

La mesure des pertes de crédit attendues requiert l'estimation à la fois des probabilités de défaut à 1 an et des probabilités de défaut à maturité.

Pertes en cas de défaut (LGD)

La perte en cas de défaut est la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux de trésorerie attendus, actualisés au taux d'intérêt effectif (ou une approximation de celui-ci) en date de défaut. La LGD est exprimée en pourcentage de l'EAD.

Exposition en cas de Défaut (EAD)

L'exposition en cas de défaut d'un instrument est le montant résiduel anticipé dû par le débiteur au moment du défaut. Ce montant est défini en fonction du profil de remboursement attendu, et prend en compte, selon les types d'exposition, les amortissements contractuels, les remboursements anticipés attendus et les tirages attendus sur les lignes de crédit.

Prise en compte des informations de nature prospective

Le montant des pertes de crédit attendues est calculé sur la base d'une moyenne pondérée de scénarios probabilisés, tenant compte des événements passés, des circonstances actuelles et des prévisions raisonnables et justifiables de la conjoncture économique.

Passages en pertes

Un passage en pertes consiste à réduire la valeur brute comptable d'un actif financier lorsqu'il n'y a plus d'espoir raisonnable de recouvrement de tout ou partie dudit actif financier ou lorsqu'il a fait l'objet d'un abandon total ou partiel. Le passage en perte intervient lorsque toutes les voies de recours offertes à la Banque ont été épuisées, et dépend généralement du contexte propre à chaque juridiction.

Si le montant de la perte lors du passage en perte est supérieur à la provision pour dépréciation cumulée, la différence est enregistrée comme une perte de valeur supplémentaire en « Coût du risque ». Pour toute récupération après la sortie de l'actif financier (ou d'une partie de cet actif) du bilan, le montant reçu est enregistré comme un profit en « Coût du risque ».

Recouvrements via la mise en jeu du collatéral

Lorsqu'un prêt est sécurisé par un actif financier ou non financier reçu en garantie et que la contrepartie est en défaut, le Groupe peut décider d'exercer la garantie et, selon la juridiction, il peut alors devenir propriétaire de l'actif. Dans une telle situation, le prêt est décomptabilisé en contrepartie de l'actif reçu en garantie.

Une fois la propriété de l'actif effective, celui-ci est comptabilisé à sa valeur de marché et classé au bilan selon l'intention de gestion.

1.6.2.E Instruments financiers à la juste valeur par résultat***Portefeuille de transaction et autres actifs financiers à la juste valeur par résultat***

Le portefeuille de transaction comprend les instruments détenus à des fins de transaction, y compris les instruments dérivés.

Les autres actifs financiers en valeur de marché par résultat concernent les instruments de dette non détenus à des fins de transaction qui ne remplissent pas le critère du modèle de gestion « collecte » ou « collecte et vente », ou celui des flux de trésorerie. Entrent également dans cette catégorie les instruments de capitaux propres pour lesquels l'option d'un classement en valeur de marché par capitaux propres n'a pas été retenue.

Ces instruments financiers sont comptabilisés à leur valeur de marché, les frais de transaction initiaux étant directement comptabilisés en compte de résultat. En date d'arrêté, les variations de la valeur de marché sont présentées sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur les instruments financiers à la juste valeur par résultat » du compte de résultat. Il en est de même des revenus, des dividendes et des plus et moins-values de cession réalisées du portefeuille de transaction.

1.6.2.F Passifs financiers et instruments de capitaux propres

Un instrument financier émis ou ses différentes composantes sont classés en tant que passif financier ou instrument de capitaux propres, conformément à la substance économique du contrat juridique.

Les instruments financiers émis par le Groupe sont qualifiés d'instruments de dette s'il existe une obligation contractuelle pour la société du Groupe émettrice de ces instruments de délivrer de la trésorerie ou un actif financier au détenteur des titres.

Dettes envers les établissements de crédit et Dettes envers la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ; compte d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle. Ces dettes intègrent les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

Les dettes représentées par un titre sont ventilées par support : bon de caisse, titres de marché interbancaire et titres de créances négociables, emprunts obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées.

Les intérêts courus à verser attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat. Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties selon la méthode du taux d'intérêt effectif de manière linéaire ou financière sur la durée de vie des emprunts concernés. La charge correspondante est inscrite en charges d'intérêts au compte de résultat.

1.6.2.G Actions propres

Les actions ODDO BHF SCA détenues par le Groupe sont portées en déduction des capitaux propres consolidés quel que soit l'objectif de leur détention et les résultats afférents sont éliminés du compte de résultat consolidé.

1.6.2.H Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

Le Groupe a fait le choix, offert par les dispositions transitoires de la norme, de continuer à comptabiliser ses opérations de couverture conformément aux dispositions de la norme IAS 39 telle qu'adoptée dans l'Union européenne.

Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur au bilan parmi les actifs ou passifs financiers. A l'exception des instruments financiers dérivés qualifiés comptablement de couverture de flux de trésorerie (voir ci-après), les variations de juste valeur des instruments financiers dérivés sont comptabilisées au compte de résultat de la période.

Les dérivés incorporés à des instruments financiers passifs composés sont extraits de la valeur de l'instrument qui les recèlent et comptabilisés séparément en tant qu'instrument dérivé lorsque l'instrument composé n'est pas comptabilisé dans le poste *Actifs et passifs à la juste valeur par résultat* et lorsque les caractéristiques économiques et les risques de l'instrument dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte.

Les instruments financiers dérivés sont classés en deux catégories :

Instruments financiers dérivés de transaction

Les instruments financiers dérivés sont considérés par défaut comme des instruments de transaction, sauf à pouvoir être qualifiés comptablement de couverture. Ils sont inscrits au bilan dans la rubrique « *actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat* ». Les variations de juste valeur sont portées au compte de résultat dans la rubrique *Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat*.

Instruments financiers dérivés de couverture

Pour qualifier un instrument financier dérivé de couverture, le Groupe documente la relation de couverture dès sa mise en place. Cette documentation précise l'actif, le passif, ou la transaction future couverte, le risque faisant l'objet de la couverture, le type d'instrument financier dérivé utilisé et la méthode d'évaluation qui sera appliquée pour mesurer l'efficacité de la couverture. La couverture doit être hautement efficace afin de compenser la variation de juste valeur ou des flux de trésorerie découlant du risque couvert ; cette efficacité doit être appréciée à la mise en place de la couverture puis tout au long de sa durée de vie, prospectivement et rétrospectivement. Les instruments financiers dérivés de couverture sont portés au bilan dans la rubrique *Instruments dérivés de couverture*.

En fonction de la nature du risque couvert, le Groupe désigne l'instrument financier dérivé comme un instrument de couverture de juste valeur, de flux de trésorerie, ou de risque de change lié à un investissement net à l'étranger.

Couverture de juste valeur

Dans le cas d'opérations de couverture de juste valeur, la valeur comptable de l'élément couvert est réévaluée au titre du risque couvert, lesquels sont constatés dans la rubrique *Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat* du compte de résultat. La partie correspondante au réescompte de l'instrument financier dérivé est portée au compte de résultat dans la rubrique *Produits et charges d'intérêts – Dérivés de couverture* symétriquement aux produits ou charges d'intérêts relatifs à l'élément couvert.

S'il s'avère que l'instrument financier dérivé ne respecte plus les critères d'efficacité imposés dans le cadre d'une relation de couverture ou si, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée et ce, sur une base prospective. La valeur au bilan de l'élément d'actif ou de passif ayant fait l'objet de la couverture n'est postérieurement plus ajusté pour refléter les variations de juste valeur, et les ajustements cumulés au titre du traitement de couverture sont amortis sur la durée de vie restant à courir de l'élément antérieurement couvert.

Couverture de flux de trésorerie

Dans le cas d'opérations de couverture de flux de trésorerie, la partie efficace des variations de juste valeur de l'instrument financier dérivé est inscrite dans une ligne spécifique des capitaux propres, tandis que la partie inefficace est constatée au poste *Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat* du compte de résultat.

Les montants inscrits au sein des capitaux propres relatifs aux couvertures de flux de trésorerie sont repris dans le poste *Produits et charges d'intérêts* du compte de résultat au même rythme que les flux de trésorerie couverts. La partie correspondante au réescompte de l'instrument financier dérivé est inscrite au compte de résultat dans la rubrique *Produits et charges d'intérêts – Dérivés de couverture* symétriquement aux produits ou charges d'intérêts relatifs à l'élément couvert.

Lorsque l'instrument financier dérivé ne respecte plus les critères d'efficacité imposés dans le cadre d'une relation de couverture ou si l'élément couvert ou l'instrument de couverture ne figurent plus au bilan, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée et ce, sur une base prospective. Les montants inscrits précédemment dans les capitaux propres sont reclassés au poste *Produits et charges d'intérêts* du compte de résultat au cours des périodes où la marge d'intérêt subit l'incidence de la variabilité des flux de trésorerie découlant de l'élément couvert. Si l'élément couvert est vendu avant l'échéance prévue ou si la transaction future couverte n'est plus hautement probable, les gains et les pertes latents inscrits dans les capitaux propres sont immédiatement comptabilisés dans le compte de résultat.

Couverture d'un investissement net libellé en devises dans des filiales

Comme dans le cadre d'une couverture de flux de trésorerie, la partie efficace des variations de juste valeur relatives aux instruments financiers dérivés qualifiés comptablement de couverture d'investissement net sont inscrites dans les capitaux propres en *Gains ou pertes latents ou différés* tandis que la partie inefficace est portée au compte de résultat.

1.6.2.1 Détermination de la juste valeur

À des fins d'information en annexe des comptes consolidés, la juste valeur des instruments financiers est présentée selon une hiérarchie des justes valeurs qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations. La hiérarchie des justes valeurs se compose des niveaux suivants :

Niveau 1 : instruments valorisés par des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Sont repris dans cette catégorie les instruments suivants :

- Les obligations seniors ou subordonnées émises par des entreprises, des banques ou des états membres de l'Union Européenne. Ces titres bénéficient de cotations externes directes (cotations brokers) ou sont issus d'un portefeuille de facilitation dont le niveau de turnover est très élevé (de 1 à 2 semaines)
- Les parts d'OPCVM dont la valeur liquidative est disponible quotidiennement
- Les actions cotées sur un marché actif et présentant des volumes de transaction quotidiens significatifs

Niveau 2 : instruments valorisés à l'aide de données autres que les prix cotés visés au niveau 1 et qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) soit indirectement (à savoir des données dérivées de prix).

Les instruments financiers cotés sur des marchés considérés comme insuffisamment actifs, ainsi que ceux négociés sur des marchés de gré à gré sont présentés dans ce niveau. Les prix publiés par une source externe, dérivés de l'évaluation d'instruments similaires, sont considérés comme des données dérivées de prix.

Cette catégorie comprend :

- Les prêts, créances et dettes au coût amorti réalisés avec des établissements de crédit.
- Les instruments dérivés de gré à gré (Swaps de taux)

Niveau 3 : instruments pour lesquels les données utilisées pour la valorisation ne sont pas basées sur des données observables de marché (données dites non observables).

Nous retrouvons dans cette catégorie les prêts, créances et dettes au coût amorti réalisés avec des clients, et les titres de participation.

1.6.2.J Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier (ou d'un groupe d'actifs similaires) lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent ou lorsque le Groupe a transféré les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier et la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif.

Dans le cas où le Groupe a transféré les flux de trésorerie d'un actif financier mais n'a ni transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de l'actif financier et n'a pas conservé le contrôle de l'actif financier, le Groupe décomptabilise l'actif financier et enregistre alors distinctement, si nécessaire, un actif ou un passif représentant les droits et obligations créés ou conservés à l'occasion du transfert de l'actif. Si le Groupe a conservé le contrôle de l'actif financier, il maintient ce dernier à son bilan dans la mesure de l'implication continue du Groupe dans cet actif.

Lors de la décomptabilisation d'un actif financier dans son intégralité, un gain ou une perte de cession est enregistré dans le compte de résultat pour un montant égal à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur de la contrepartie reçue, corrigée le cas échéant de tout profit ou perte latent qui aurait été antérieurement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le Groupe décomptabilise un passif financier (ou une partie de passif financier) seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, est annulée ou est arrivée à expiration.

1.6.3 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations d'exploitation et de placement sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition.

Les logiciels créés en interne sont inscrits à l'actif du bilan pour leur coût direct de développement, qui regroupe les dépenses externes de matériels et de services et les frais liés au personnel directement affectables à la production et à la préparation de l'actif en vue de son utilisation.

Dès qu'elles sont en état d'être utilisées, les immobilisations sont amorties sur leur durée d'utilité. Le cas échéant, la valeur résiduelle du bien est déduite de sa base amortissable.

Lorsqu'un ou plusieurs composants d'une immobilisation ont une utilisation différente ou procurent des avantages économiques selon un rythme différent de celui de l'immobilisation prise dans son ensemble, ces composants sont amortis sur leur propre durée d'utilité. Les dotations aux amortissements sont portées au compte de résultat dans la rubrique *Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles*.

Les durées d'amortissement retenues ont été déterminées en fonction des durées d'utilité des biens considérés, qui ont généralement été estimées dans les fourchettes suivantes :

Logiciels	3 à 7 ans
Matériel informatique et de bureautique	1 à 5 ans
Mobilier	5 à 10 ans
Travaux immobiliers et agencements	3 à 10 ans
Matériel et outillage	3 à 10 ans

Les immobilisations font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur, et au moins un fois par an pour ce qui concerne les immobilisations incorporelles. L'existence d'indices de perte de valeur est appréciée à chaque date d'arrêté. Les tests de dépréciation sont réalisés en regroupant les immobilisations par unités génératrices de trésorerie. En cas de perte de valeur, une dépréciation est enregistrée en résultat sur la ligne *Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles*, elle peut être reprise lorsque les conditions qui ont conduit à sa constatation sont modifiées. Cette dépréciation vient réduire la base amortissable et modifie ainsi de manière prospective le plan d'amortissement de l'actif déprécié.

Les plus ou moins-values de cession d'immobilisations d'exploitation sont enregistrées en *Gains ou pertes nets sur autres actifs*.

Les droits d'utilisation des biens pris en location (IFRS 16) sont présentés en Immobilisations Corporelles. Le traitement des contrats de location et les impacts induits sur le bilan et le compte de résultat sont expliqués au point 1.7.

1.6.4 Provisions

Les provisions, autres que celles afférentes à des risques de crédit ou à des avantages du personnel représentent des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Le montant de la sortie de ressources attendue est alors actualisé pour déterminer le montant de la provision, dès lors que l'effet de cette actualisation présente un caractère significatif. Les dotations et reprises sur ces provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures ainsi couvertes.

1.6.5 Compte de résultat

1.6.5.A Produits et charges d'intérêts

Les produits et charges d'intérêt sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier. Pour calculer le taux d'intérêt effectif, le Groupe estime les flux de trésorerie en prenant en considération toutes les modalités contractuelles de l'instrument financier sans tenir compte des pertes sur crédit futures. Ce calcul inclut les commissions payées ou reçues entre les parties au contrat dès lors qu'elles sont assimilables à des intérêts, les coûts de transaction ainsi que toutes les primes et décotes.

Dès qu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers similaires a été déprécié à la suite d'une perte de valeur, les produits d'intérêt ultérieurs sont comptabilisés en résultat en *Intérêts et produits assimilés* sur la base du taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs en vue d'évaluer la perte de valeur. Homnis celles relatives aux avantages du personnel, les provisions inscrites au passif du bilan génèrent comptablement des charges d'intérêt calculées sur la base du taux d'intérêt utilisé afin d'actualiser le montant de la sortie de ressources attendues.

1.6.5.B Produits nets de commissions sur prestations de services

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Ces produits de commissions entrent dans le champ d'application d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec les clients ».

Cette norme définit un modèle unique de reconnaissance des revenus s'appuyant sur des principes déclinés en cinq étapes. Ces cinq étapes permettent notamment d'identifier les obligations de prestations distinctes comprises dans les contrats et de leur allouer le prix de la transaction. Les produits relatifs à ces différentes obligations de prestation sont reconnus lorsque celles-ci sont satisfaites, c'est-à-dire lorsque le transfert du contrôle du bien ou du service a été réalisé.

Le prix d'une prestation peut contenir une composante variable. Les montants variables ne peuvent être enregistrés en résultat que s'il est hautement probable que les montants enregistrés ne donneront pas lieu à un ajustement significatif à la baisse.

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions :

- Soit progressivement au fur et à mesure que le service est rendu lorsque le client bénéficie d'un service continu. Tel est le cas de certaines commissions sur moyens de paiement, les droits de garde sur titres en dépôts, ou les commissions sur abonnements télématiques.
- Soit lorsque le service est rendu dans le cas de commissions rémunérant des services ponctuels, telles les commissions sur mouvements de fonds, les commissions d'apport reçues, les commissions d'arbitrage, ou les pénalités sur incidents de paiements.

Les sociétés de gestion du Groupe perçoivent, selon les dispositions contractuelles de certaines catégories d'Organismes de Placements collectifs (ci-après « OPC »), des commissions de surperformance.

Ces commissions variables rémunèrent la société de gestion dès lors que l'OPC a dépassé les objectifs fixés dans le prospectus. Ces objectifs sont généralement définis par rapport à l'évolution d'un indice de référence sélectionné en fonction de l'orientation de gestion de l'OPC.

Les commissions de surperformance sont comptabilisées en résultat à l'échéance de la période de calcul telle que définie dans le prospectus des OPC. Elle est généralement de 12 mois mais peut aller au-delà lors de la création d'un nouvel OPC ou d'une nouvelle catégorie de part d'un OPC existant.

1.6.5.C Frais de personnel

La rubrique *Frais de personnel* comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment le montant de la participation et de l'intéressement des salariés se rattachant à l'exercice, ainsi que les charges de retraites des différents régimes de retraite du Groupe et les charges liées à l'application par le Groupe de la norme IFRS 2 « Paiements en actions et assimilés ».

1.6.5.D Avantages du personnel

Les avantages consentis au personnel du Groupe sont classés en quatre catégories :

- les avantages à court terme, tels que les salaires, les congés annuels, l'intéressement et la participation ;
- les avantages à long terme qui comprennent les congés rémunérés et les primes liées à l'ancienneté ;
- les indemnités de fin de contrat de travail ;
- les avantages postérieurs à l'emploi

Avantages postérieurs à l'emploi

Les régimes de retraite peuvent être des régimes à cotisations définies ou à prestations définies.

Les régimes à cotisations définies sont ceux pour lesquels l'obligation du Groupe se limite uniquement au versement d'une cotisation, mais ne comportent aucun engagement du Groupe sur le niveau des prestations fournies. Les cotisations versées constituent des charges de l'exercice.

Les régimes à prestations définies désignent les régimes pour lesquels le Groupe s'engage formellement ou par obligation implicite sur un montant ou un niveau de prestations et supporte donc le risque à moyen ou long terme.

Une provision est enregistrée au passif du bilan en *Provisions pour risques et charges* pour couvrir l'intégralité de ces engagements de retraite. Elle est évaluée régulièrement par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte d'hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentations de salaires et de taux d'actualisation et d'inflation.

Les différences liées aux changements d'hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation...) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et la réalité (rendement des actifs de couverture...) constituent des écarts actuariels (gains ou pertes).

Ces écarts actuariels, ainsi que le rendement des actifs du régime, duquel est déduit le montant déjà comptabilisé en charges au titre des intérêts nets sur le passif (ou l'actif) net, et la variation de l'effet du plafonnement de l'actif sont des éléments de réestimation (ou de réévaluation) du passif net (ou de l'actif net). Ces éléments sont enregistrés immédiatement et en totalité parmi les Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres. Ces éléments ne peuvent être reclassés ultérieurement en résultat.

Dans les états financiers consolidés du Groupe, ces éléments, qui ne peuvent être reclassés ultérieurement en résultat, sont présentés sur une ligne distincte de l'état du résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

La charge annuelle comptabilisée en *Frais de personnel* au titre des régimes à prestations définies comprend :

- les droits supplémentaires acquis par chaque salarié (coût des services rendus)
- le coût financier correspondant à l'effet de la désactualisation,
- la constatation des écarts actuariels et des coûts des services passés,
- l'effet des réductions et liquidations de régimes.

Avantages à long terme

Ce sont les avantages versés aux salariés dans un délai supérieur à douze mois après la clôture de l'exercice pendant lequel ces derniers ont rendu les services correspondants. La méthode d'évaluation est identique à celle utilisée pour les avantages postérieurs à l'emploi, au traitement près des écarts actuariels qui sont comptabilisés immédiatement en résultat.

Paiement à base d'actions ODDOBHF SCA

Les paiements à base d'actions sont constitués par les paiements fondés sur des actions émises par le Groupe dénoués par la remise d'actions et englobent :

- les options d'achat d'actions
- les attributions gratuites d'actions
- les droits d'acquérir directement des actions

Les paiements sur base d'actions donnent lieu à l'enregistrement systématique d'une charge de personnel inscrite dans la rubrique *Frais de personnel (rémunérations variables)* selon les modalités décrites ci-après.

Plan d'options

Le Groupe attribue à certains de ses salariés des options d'achat d'actions. Ces options sont couvertes par des actions propres détenues par le Groupe, qui sont portées en déduction des capitaux propres consolidés

Les options sont évaluées à leur juste valeur à la date de notification aux salariés sans attendre que les conditions nécessaires à leur attribution définitive soient remplies, ni que les bénéficiaires exercent leurs options.

Plan d'actions gratuites

Ces rémunérations sont comptabilisées dans les charges des exercices au cours desquels le salarié rend les services correspondants, par contrepartie d'un compte de capitaux propres.

Lorsque le paiement à base d'actions des rémunérations variables est explicitement soumis à une condition d'acquisition liée à la présence, les services sont présumés reçus sur la période d'acquisition et la charge de rémunération correspondante est inscrite, prorata temporis sur cette période. La charge est révisée en cas de départ des salariés sur la période d'acquisition des droits.

Dans le cas contraire, la charge est constatée, sans étalement, par contrepartie de capitaux propres, qui est ensuite réestimée à chaque clôture jusqu'à son règlement."

Ce plan est également couvert par des actions propres détenues par le Groupe qui sont portées en déduction des capitaux propres consolidés.

Droits d'acquérir directement des actions

Le Groupe attribue à certains de ses salariés le droit d'acquérir des actions à la valeur nette comptable.

La juste valeur de ces différents modes de paiements à base d'actions est déterminée sur l'estimation de la juste valeur à partir de l'ActifNet Comptable.

1.6.5.E Coût du risque

Le contenu de la rubrique *Coût du risque* est constitué des dotations nettes des reprises aux provisions et des pertes réalisées ou attendues sur les risques de crédit, de contrepartie, les litiges et les garanties données. Les dotations nettes aux provisions pour risques et charges sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes.

1.6.5.F Impôts sur le résultat

Impôts courants

En France, le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 25%. S'y ajoute une Contribution Sociale de Solidarité de 3,3% (après application d'un abattement de 0,76 million d'euros) instaurée en 2000. En outre, au titre du régime des sociétés mères et filiales, les dividendes reçus des sociétés dans lesquelles la participation est au moins égale à 5% sont exonérés, seule une quote-part de frais et charges est imposée.

Les crédits d'impôt sur revenus de créances et de portefeuille titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique *Impôts courants* du compte de résultat.

Impôts différés

Les impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'une différence temporaire est identifiée entre les valeurs comptables des actifs et passifs figurant au bilan et leurs valeurs fiscales respectives lorsque ces différences ont une incidence sur les paiements futurs d'impôts. Les impôts différés sont calculés sur la base du taux d'impôt voté ou quasi-voté qui devrait être en vigueur au moment où la différence temporaire se retournera. Lors d'un changement de taux d'imposition, l'effet correspondant est enregistré au compte de résultat dans la rubrique *Impôts différés*. Les actifs d'impôt différé nets ne sont pris en compte que s'il est probable que la société consolidée a une perspective de récupération sur un horizon déterminé.

Le taux d'imposition retenu pour calculer les stocks d'impôts différés des sociétés françaises s'élève à 25,83%.

Les impôts différés sont déterminés au niveau de chaque entité fiscale et ne font pas l'objet d'une actualisation.

1.7. Traitement des contrats de location simple (IFRS 16)

1.7.1 Principes comptables de la norme IFRS 16

Reconnaissance au bilan des contrats de location

Pour tout contrat de location, à l'exception de certaines exemptions prévues par la norme, le preneur doit reconnaître à son bilan un actif représentatif du droit d'utilisation du bien loué et une dette représentative de l'obligation de paiement des loyers. Dans le compte de résultat, la charge d'amortissement de l'actif est présentée séparément de la charge d'intérêts sur la dette.

1.7.2 Champ d'application et mesures de simplification

Les preneurs peuvent choisir de ne pas appliquer le nouveau traitement des contrats de location aux contrats d'une durée inférieure à un an (options de renouvellement incluses), ni aux contrats portant sur des biens ayant une faible valeur unitaire. Cette dernière simplification vise notamment les petits matériels tels les ordinateurs personnels, les tablettes, les téléphones et le petit mobilier de bureau. L'IASB a mentionné un seuil indicatif de 5 000 USD dans les bases de conclusions de la norme (seuil à apprécier au regard de la valeur unitaire à neuf de l'actif loué).

Le Groupe a jugé pertinent de relever ce seuil d'exemption à 200 000€ de loyers annuels.

Compte tenu du seuil de matérialité défini par le Groupe, ces principes s'appliquent uniquement aux baux immobiliers et aux contrats de location de véhicules.

1.7.3 Distinction entre contrats de location et contrats de service

La norme IFRS 16 introduit de nouvelles dispositions pour distinguer les contrats de location des contrats de service.

Dans les comptes des preneurs, la norme ne différencie plus les contrats qualifiés de location simple de ceux qualifiés de location-financement.

En revanche, les contrats doivent être analysés pour déterminer s'ils répondent à la définition d'un contrat de location et pour en séparer, le cas échéant, les différentes composantes locatives et les composantes non-locatives (ou services).

Un contrat est un contrat de location ou contient une composante locative s'il confère au preneur le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié moyennant une contrepartie et pour une durée donnée :

- Le contrôle de l'utilisation de l'actif loué suppose le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques liés à son utilisation tout au long de la durée du contrat de location et la capacité pour le preneur de diriger l'utilisation de l'actif.
- L'existence d'un actif identifié est notamment conditionnée par l'absence, pour le bailleur, de droits substantiels de substitution du bien loué, cette condition étant appréciée au regard des faits et circonstances existant au commencement du contrat. La faculté pour le bailleur de substituer librement le bien loué confère au contrat un caractère non-locatif, son objet étant alors la mise à disposition d'une capacité et non d'un actif.
- L'actif identifié peut être constitué d'une portion physiquement distincte d'un actif plus large (comme par exemple un étage déterminé au sein d'un immeuble). En revanche une partie de la capacité ou d'un bien qui n'est pas physiquement distincte ne constitue pas un actif identifié (comme par exemple la location de surfaces de travail partagées, ou co-working, au sein d'un ensemble sans localisation prédéfinie au sein de cet ensemble).

L'analyse des contrats de location menée au sein du Groupe a permis de réduire l'application d'IFRS 16 à deux typologies de biens : les immeubles de bureaux regroupés sous la terminologie Immeubles et les véhicules mis à disposition du personnel regroupés sous la terminologie Matériels de transport.

Les immeubles loués par le Groupe se situent principalement en France et en Allemagne.

D'autres contrats entrant dans le champ d'application de la norme ont été exclus après application du seuil d'exemption défini au point 1.7.2.

1.7.4 Traitement comptable des contrats de location par les preneurs

Comptabilisation d'une dette locative par les preneurs

En date de mise à disposition du bien loué, le preneur doit enregistrer à son passif une dette locative. Le montant initial de la dette est égal à la valeur actualisée des loyers qui seront à payer sur la durée de la location.

Cette dette locative est ensuite amortie actuariellement sur la durée du contrat de location.

Le montant de la dette locative est susceptible d'être ultérieurement ajusté en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location, ainsi que pour tenir compte des variations contractuelles des loyers liées à l'application d'indices ou de taux.

Comptabilisation d'un droit d'utilisation par les preneurs :

En date de mise à disposition du bien loué, le preneur doit enregistrer à son actif un droit d'utilisation du bien loué pour un montant égal à la valeur initiale de la dette locative augmentée, le cas échéant, des coûts directs initiaux, des paiements d'avance et des coûts de remise en état.

Cet actif est ensuite amorti linéairement sur la durée de la location retenue pour évaluer la dette locative.

La valeur de l'actif est susceptible d'être ultérieurement ajustée, dans la plupart des cas du montant de l'ajustement du passif, en cas notamment, de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location, ainsi que pour tenir compte des variations contractuelles des loyers liées à l'application d'indices ou de taux.

Les droits d'utilisation sont présentés au bilan du preneur dans les lignes d'actifs immobilisés où sont enregistrés les biens de même nature détenus en pleine propriété. Dans le compte de résultat, les dotations aux amortissements des droits d'utilisation sont présentées avec les dotations aux amortissements des actifs immobilisés détenus en pleine propriété.

Le principal impact sur le compte de résultat est le remplacement des loyers auparavant comptabilisés de manière linéaire en frais généraux par une augmentation des charges d'intérêts en produit net bancaire du fait des dettes locatives, et une augmentation des charges d'amortissement du fait des droits d'utilisation.

Durée de la location :

La durée du bail à retenir pour déterminer les loyers à actualiser correspond à la durée non résiliable du contrat de location ajustée pour tenir compte :

- Des options de prolongation du contrat que le preneur est raisonnablement certain d'exercer,
- Et des options de résiliation anticipée que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

L'appréciation du caractère raisonnablement certain d'exercice ou de non-exercice des options de prolongation et des options de résiliation anticipée doit tenir compte de tous les faits et circonstances susceptibles de créer une incitation économique à exercer ou non ces options, et notamment :

- Les conditions d'exercice de ces options (incluant l'appréciation du niveau des loyers en cas de prolongation ou du montant des pénalités éventuelles en cas de résiliation anticipée),
- Les aménagements importants effectués dans les locaux loués (agencements spécifiques...),
- Les coûts associés à la résiliation du contrat (frais de négociation, frais de déménagement, frais de recherche d'un nouveau bien adapté aux besoins du preneur...),
- L'importance du bien loué pour le preneur compte tenu de sa nature spécifique, de sa localisation ou de la disponibilité de biens de substitution (notamment pour les agences situées dans des sites stratégiques d'un point de vue commercial compte tenu par exemple de leur accessibilité ou du prestige de la localisation),
- De l'historique des renouvellements de contrats similaires, mais aussi de la stratégie quant à l'utilisation à venir des biens (en fonction des perspectives de

redéploiement ou de réaménagement d'un réseau commercial d'agences par exemple).

Taux d'actualisation des loyers :

Les taux implicites des contrats ne sont généralement pas connus, ni facilement déterminables, notamment pour les baux immobiliers. Le Groupe a donc décidé d'utiliser le taux d'endettement marginal des preneurs pour actualiser les loyers et déterminer ainsi le montant des dettes locatives.

Le Groupe n'émettant pas d'instruments de dette sur les marchés, le taux d'endettement marginal a été approximé à partir d'éléments observables tels que des taux d'emprunts issus d'émissions réalisées par des sociétés comparables du secteur.

Montant des loyers :

Les paiements à prendre en compte pour l'évaluation de la dette locative incluent les loyers fixes et les loyers variables basés sur un indice (indice des prix à la consommation ou indice du coût de la construction, par exemple) ou un taux d'intérêt de référence (Euribor, ...), ainsi que, le cas échéant, les sommes que le preneur s'attend à payer au bailleur au titre de garanties de valeur résiduelle, d'option d'achat ou de pénalités de résiliation anticipée. Les avantages locatifs tels que les franchises de loyers rentrent également en compte dans l'évaluation de la dette locative.

En revanche, sont exclus de l'évaluation de la dette locative les loyers variables dont l'indexation est fonction de l'utilisation du bien loué (indexation sur le chiffre d'affaires réalisé ou sur le kilométrage parcouru, par exemple). Cette part variable des loyers est enregistrée en résultat au fil du temps en fonction des fluctuations de l'indexation contractuelle.

En France, les loyers sont retenus sur la base de leur montant hors taxes sur la valeur ajoutée. Par ailleurs, dans le cas des baux immobiliers, les taxes d'habitation et taxes foncières refacturées par les bailleurs sont exclues des dettes locatives dans la mesure où leur montant, déterminé par les autorités publiques compétentes, est variable.

Impôts sur les bénéfices :

Un impôt différé est comptabilisé sur la base du montant net des différences temporelles imposables et déductibles.

Les différences temporelles nettes qui pourront résulter des variations ultérieures du droit d'utilisation et de la dette locative entraîneront la constatation d'un impôt différé.

1.8 Pilier 2 : Réforme fiscale – taux d'imposition minimum mondial

En décembre 2021, l'OCDE a publié un modèle de règles visant à garantir que les grandes entreprises multinationales paient un niveau minimum d'impôt sur les revenus générés dans chacune des juridictions où elles opèrent ("Pilier 2"). Ces règles ont été transposées au niveau européen par la DIRECTIVE (UE) 2022/2523 DU CONSEIL du 14 décembre 2022, ainsi que dans plusieurs juridictions du Groupe, dont notamment la France, et entrent en application à compter de l'exercice 2024.

Le Groupe a lancé un projet pour identifier les conséquences et organiser les processus nécessaires pour se conformer à cette réforme fiscale.

Au titre de l'exercice 2024, aucun impôt complémentaire relatif à Pilier 2 n'a toutefois été généré. Par conséquent, au titre de l'exercice 2024 aucune charge d'impôt liée à Pilier 2 n'a été reconnue dans les comptes du Groupe et cette réforme n'a eu pas d'impact sur le taux effectif du Groupe.

Conformément aux règles IAS 12, le Groupe applique l'exception obligatoire et temporaire de ne pas comptabiliser les impôts différés associés à Pilier 2.

Note 2 – Notes relatives au bilan

2.1 Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Actifs détenus à des fins de transaction		
Effets publics et valeurs assimilées	4 825	25 297
Obligations et autres titres à revenu fixe	226 731	214 878
Titres cotés	226 731	214 878
Titres non cotés	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	2 690	3 108
Titres cotés	2 686	3 105
Titres non cotés	4	3
OPCVM	1 256	35
Titres cotés	1 144	35
Titres non cotés	112	-
Instruments dérivés (hors couverture)	114 309	142 101
Autres	-	-
Sous-total	349 811	385 419
Dont juste valeur déterminée selon des techniques de valorisation non basées sur des données de marché	-	-
Actifs obligatoirement à la juste valeur par résultat		
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 666	61 752
Titres cotés	-	1 681
Titres non cotés	1 666	60 071
Actions et autres titres à revenu variable	376 906	346 279
Titres cotés	8 477	12 991
Titres non cotés	368 429	333 288
OPCVM	262 204	259 775
Titres cotés	169 691	203 539
Titres non cotés	92 513	56 236
Autres	-	-
Sous-total	640 776	667 806
Dont juste valeur déterminée selon des techniques de valorisation non basées sur des données de marché	432 639	438 972
Actifs à la juste valeur par résultat sur option		

Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-
<i>Titres cotés</i>	-	-
<i>Titres non cotés</i>	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
<i>Titres cotés</i>	-	-
<i>Titres non cotés</i>	-	-
Autres	-	-
Sous-total	-	-
Dont juste valeur déterminées selon des techniques de valorisation non basées sur des données de marché	-	-
Total	990 587	1 053 225

Conditions d'utilisation des actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

(En milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Non-concordance comptable	Gestion en juste valeur	Non-concordance comptable	Gestion en juste valeur
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Total	-	-	-	-

Les titres immobilisés détenus par le Groupe sont classés en Actifs financiers obligatoirement à la juste valeur par résultat sur la ligne Actions et autres titres à revenu variable, Titres non-cotés. Ces titres sont détaillés dans le tableau ci-dessous.

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Titres immobilisés		
<i>Titres de participation</i>	48 560	52 899
<i>Autres titres détenus à long terme</i>	798	1 163
<i>Parts dans les entreprises liées</i>	832	795
<i>Créances rattachées</i>	44 840	41 104
Total	95 030	95 961

Détail des instruments dérivés hors couverture

(en milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Actif	Passif	Notionnel	Actif	Passif	Notionnel
Actions et indices	-	-	3 789	-	-	1 776
Swaps	-	-	-	-	-	-
Autres contrats fermes	-	-	3 789	-	-	1 776
Instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-
Taux	56 500	66 119	3 200 975	77 033	72 300	3 776 402
Swaps	56 500	66 119	3 153 050	77 033	72 300	3 696 400
Autres contrats fermes	-	-	47 925	-	-	80 002
Instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-
Change	39 704	32 568	3 471 447	54 454	63 075	4 519 324
Swaps	16 811	21 035	2 394 792	33 298	29 084	2 993 529
Autres contrats fermes	21 203	9 843	755 755	20 404	33 240	1 269 888
Instruments conditionnels	1 690	1 690	320 900	752	751	255 907
Autres	18 105	13 267	788 322	10 614	19 830	759 439
Swaps	5 366	6 457	309 696	5 132	4 287	237 280
Autres contrats fermes	12 739	6 810	478 626	5 482	15 543	522 159
Instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-
Total	114 309	111 954	7 464 533	142 101	155 205	9 056 941

2.2 Instruments dérivés de couverture

(en milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Actif	Passif	Notionnel	Actif	Passif	Notionnel
Couverture de juste valeur	29 174	16 485	2 088 336	48 345	13 714	1 565 774
Swaps	29 174	16 485	2 088 336	48 345	13 714	1 565 774
Autres contrats fermes	-	-	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-
Couverture de flux de trésorerie	11	-	13 370	194	-	14 914

Swaps	11	-	13 370	194	-	14 914
Autres contrats fermes	-	-	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-
Total	29 185	16 485	2 101 706	48 539	13 714	1 580 688

2.3 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Effets publics et valeurs assimilées	805 342	389 007
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 187 179	1 464 186
Titres cotés	1 187 179	1 464 186
Titres non cotés	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
Titres cotés	-	-
Titres non cotés	-	-
Titres immobilisés	-	-
Titres de participation	-	-
Autres titres détenus à long terme	-	-
Parts dans les entreprises liées	-	-
Créances rattachées	18 264	11 879
Total	2 010 785	1 865 072
Dont plus ou moins-values latentes comptabilisées directement en capitaux propres	-21 977	-34 475

Détail par devise des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Euros	1 865 161	1 674 996
Dollars	145 336	189 785
Livre Sterling	-	-
Yen	-	-
Autres	288	291
Total	2 010 785	1 865 072

2.4 Titres de dette au coût amorti

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Effets publics et valeurs assimilées	2 967	6 930
Obligations et autres titres à revenu fixe	8 089	11 409
Titres cotés	8 089	11 409
Titres non cotés	-	-
Créances rattachées	99	169
Total	11 155	18 508

Détail par devise des titres de dette au coût amorti

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Euros	8 980	13 009
Dollars	-	-
Livre Sterling	-	-
Yen	-	-
Autres	2 175	5 499
Total	11 155	18 508

2.5 Valorisation des instruments financiers comptabilisés en valeur de marché

(en milliers d'euros)	31/12/2024			Total
	Prix de marché cotés	Techniques de valorisation utilisant des paramètres observables	Techniques de valorisation utilisant des paramètres non observables	
	(niveau 1)	(niveau 2)	(niveau 3)	
Actifs financiers				
Actifs détenus à des fins de transaction	234 275	115 536	-	349 811
Actifs obligatoirement à la juste valeur par résultat	180 506	27 631	432 639	640 776
Actifs à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	29 185	-	29 185
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 010 785	-	-	2 010 785

Passifs financiers				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	39 834	112 578	-	152 412
Instruments dérivés de couverture	-	16 485	-	16 485
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2023			Total
	Prix de marché cotés	Techniques de valorisation utilisant des paramètres observables	Techniques de valorisation utilisant des paramètres non observables	
	(niveau 1)	(niveau 2)	(niveau 3)	
Actifs financiers				
Actifs détenus à des fins de transaction	243 317	142 102	-	385 419
Actifs obligatoirement à la juste valeur par résultat	195 240	33 594	438 972	667 806
Actifs à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	48 539	-	48 539
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 865 072	-	-	1 865 072
Passifs financiers				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	28 914	155 206	-	184 120
Instruments dérivés de couverture	-	13 714	-	13 714
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-

2.6 Prêts et créances sur les établissements de crédit, au cout amorti

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Comptes et prêts	6 867 203	5 656 445
à vue	5 867 367	5 003 648
à terme	999 836	652 797
Titres reçus en pension livrée	395 398	214 679
Créances rattachées	12 818	9 457
Dépôts de garantie versés-Banques	105 145	51 904
Total brut	7 380 564	5 932 485
Provisions	-2 588	-3 235
Total	7 377 976	5 929 250

2.7 Prêts et créances sur la clientèle, au cout amorti

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Autres concours à la clientèle	2 078 803	1 992 029
crédits	1 861 582	1 763 641
titres assimilés à des prêts et créances	35 875	76 388
titres empruntés	-	-
valeurs reçues en pension	181 346	152 000
Comptes ordinaires débiteurs	61 775	52 728
Prêts participatifs	-	-
Créances rattachées	118 764	99 542
Dépôts et cautionnements versés-Clients	4 067	20 912
Total brut	2 263 409	2 165 211
Provisions	-21 379	-21 818
Total	2 242 030	2 143 393

2.8 Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Obligations et autres instruments de dettes	-	-
Créances rattachées	-	-
Total brut	-	-
Dépréciations	-	-
Total	-	-

2.9 Actifs et passifs d'impôts

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Impôts courants	17 840	10 183	2 142	21 818
Impôts différés	46 782	14 706	53 850	9 759
Total	64 622	24 889	55 992	31 577

Au 31 décembre 2024, le stock d'impôts différés actifs du Groupe ODDO BHF SE se compose d'une créance d'impôts constatée au titre des pertes fiscales de ODDO BHF (Schweiz) AG d'un montant de 2 337K€. Les pertes fiscales ont été réalisées entre les exercices 2018 et 2024. Un business plan permet de démontrer qu'il est hautement probable que ces pertes fiscales pourront être utilisées au cours des six prochaines années.

Au 31 décembre 2024, les pertes fiscales antérieures de ODDO BHF Belgium s'élève à un montant de 726 911K€. Ces pertes fiscales ont été réalisées entre les exercices 2005 et 2016. Faute de business plan permettant de démontrer la probabilité que ces pertes fiscales pourraient être utilisées dans le futur, cette créance d'impôts n'a pas été matérialisée dans les comptes.

Détail des impôts différés par nature

(en milliers d'euros)	31/12/2022	ID constatés en résultat	ID constatés en capitaux propres	Autres	31/12/2023	ID constatés en résultat	ID constatés en capitaux propres	Autres	31/12/2024
Participation	4 230	-115	-	-	4 115	-523	-	-	3 592
Provisions	14 632	-63	2 090	-1 341	15 318	888	2 756	-100	18 862
Actifs financiers à la JV par capitaux propres	12 614	2 160	-7 199	-	7 575	1 196	-3 640	-1	5 130
Déficits reportables	4 556	234	-	895	5 685	-1 469	-	-894	3 322
Autres	6 369	3 870	45	1 114	11 398	-10 114	-202	88	1 170
Impôts différés nets	42 401	6 086	-5 064	668	44 091	-10 022	-1 086	-907	32 076
Impôts différés actifs	52 010				53 850				46 782
Impôts différés passifs	-9 609				-9 759				-14 706

(*) Les impacts liés à l'application de la norme IFRS 16 sont présentés sur la ligne Autres. Ils sont détaillés dans le tableau ci-dessous.

	ID constatés en résultat	ID constatés en capitaux propres
Impôts différés actifs	-1 461	-
Impôts différés passifs	798	-
Impôts différés nets	-663	-

2.10 Autres Actifs Et Passifs

(en milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes de négociation règlement	258 202	225 431	192 718	224 882
Dépôts et cautionnements	19 351	21 021	39 363	9 644
Impôts, taxes et comptes rattachés	28 383	64 903	20 998	39 627
Personnel et comptes rattachés	211	211 602	211	197 711
Organismes sociaux et comptes rattachés	4 195	42 859	2 883	44 074
Clients et comptes rattachés	280 016	343	257 028	-
Fournisseurs et comptes rattachés	1 245	107 007	2 629	75 825
Crédits en attente de renouvellement	18 416	-	16 099	-
Stocks et assimilés	361 908	-	266 657	-
Charges constatées d'avance	14 060	-	6 080	-
Produits constatés d'avance	-	98	-	105
Charges à payer	-	16 502	-	19 426
Produits à recevoir	58 326	-	78 982	-
Valeurs à l'encaissement	-	1 452	-	1 333
Dettes sur minoritaires des OPCVM	-	-	-	-
Divers	37 614	215 124	66 464	123 602
Dettes de loyers	-	89 290	-	100 311
Total	1 081 927	995 632	950 112	836 540

Les dettes de loyers du Groupe se décomposent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	01/01/2024	Variations	31/12/2024
Immeubles	98 198	-10 939	87 259
Matériel de transport	2 113	-82	2 031
Total	100 311	-11 021	89 290

Le tableau suivant présente les Dettes de loyers au 31/12/2024 par maturité :

(en milliers d'euros)	De 1 à 5 ans	De 5 à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
Immeubles	75 158	12 101	-	87 259

Matériel de transport	2 031	-	-	2 031
Total	77 189	12 101	-	89 290

2.11 Participations dans les entreprises mises en équivalence

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Génération Vie	51 255	47 303
Groupe Cogefi	1 800	1 934
Magnacarta	-	-
ABN AMRO-ODDO BHF B.V	2 350	2 113
Participations dans les entreprises mises en équivalence	55 405	51 350

Nous avons regroupé sous l'appellation Groupe Cogefi, les entités Cogefi et Cogefi Gestion

Les données financières des principales sociétés mises en équivalence sont les suivantes :

(en milliers d'euros)	Total du bilan	Produit net bancaire - Chiffre d'affaires	Résultat net
Génération Vie	4 804 012	432 926	9 924
Cogefi	22 037	3 721	79
ABN AMRO-ODDO BHF B.V	5 979	7 946	-301
Total	4 832 028	444 593	9 702

2.12 Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées

Néant

2.13 Immobilisations

(en milliers d'euros)	Valeur Brute 31/12/2023	Mvt de périmètre	Entrées	Sorties	Autres	Valeur brute 31/12/2024	Amort. et dépré.	Valeur Nette 31/12/2024
Immobilisations incorporelles								
Droit au bail	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds de commerce	63 156	-	-	-8 380	-	54 776	-10 679	44 097
Droit d'usage	10	-	-	-	-	10	-	10
Logiciels	75 748	484	659	-3 629	101	73 363	-67 070	6 293
En cours	156	-	-	-	-156	-	-	-
Autres	365	-	-	-	-	365	-140	225
Sous-total	139 435	484	659	-12 009	-55	128 514	-77 889	50 625
Immobilisations corporelles								
Mobilier et matériel de bureau	15 384	-	508	-1 131	490	15 251	-10 536	4 715
Matériel de transport	1 327	-	-	-47	-1	1 279	-816	463
Matériel informatique	26 098	-	1 371	-1 086	748	27 131	-23 844	3 287
Agencements	54 142	-	452	-807	3 748	57 535	-26 108	31 427
Terrains	4 176	-	1 948	-	-75	6 049	-	6 049
Constructions	7 271	-	7 793	-	-130	14 934	-907	14 027
Immo. en cours	1 362	-	28 838	-	-4 659	25 541	-	25 541
Droit d'utilisation	131 081	-	4 070	-6 858	2 757	131 050	-55 598	75 452
Autres	703	-	-	-	-	703	-462	241
Sous-total	241 544	-	44 980	-9 929	2 878	279 473	-118 271	161 202
Total	380 979	484	45 639	-21 938	2 823	407 987	-196 162	211 825

La colonne Autres héberge les écarts de conversion. Les droits d'utilisation ont dégagé un écart de conversion de -27K€.

Répartition des fonds de commerce par activité

(en milliers d'euros)	Banque d'investissement		Banque privée		Gestion d'actifs		Total Groupe	
	Exercice 2024	Exercice 2023	Exercice 2024	Exercice 2023	Exercice 2024	Exercice 2023	Exercice 2024	Exercice 2023
Valeur brute	-	8 380	41 108	41 108	13 668	13 668	54 776	63 156
Dépréciation	-	-7 987	-375	-220	-10 304	-9 407	-10 679	-17 614
Valeur nette comptable	-	393	40 733	40 888	3 364	4 261	44 097	45 542

Droits d'utilisation des biens pris en location par le groupe

En application de la norme IFRS 16 « Contrats de location », le Groupe comptabilise désormais dans la rubrique Immobilisations corporelles les droits d'utilisation des biens loués. Les mouvements de la période sont présentés dans le tableau ci-dessous.

(en milliers d'euros)	Valeur Brute 01/01/2024	Mvt de périmètre	Entrées	Sorties	Autres	Valeur brute 31/12/2024	Amort. et dépré.	Valeur Nette 31/12/2024
Droits d'utilisation	131 081	-	8 850	-6 858	-2 023	131 050	-55 598	75 452
Immeubles de bureaux	126 835	-	7 800	-5 676	-2 019	126 940	-53 471	73 469
Matériels de transport	4 246	-	1 050	-1 182	-4	4 110	-2 127	1 983

Ecart d'acquisition par activité

(en milliers d'euros)	Banque d'investissement		Banque privée		Gestion d'actifs		Total Groupe	
	Exercice 2024	Exercice 2023	Exercice 2024	Exercice 2023	Exercice 2024	Exercice 2023	Exercice 2024	Exercice 2023
Valeur brute	9 418	12 652	21 682	21 682	52 089	52 089	83 189	86 423
Dépréciation	-9 418	-12 652	-	-	-	-	-9 418	-12 652
Valeur nette comptable	-	-	21 682	21 682	52 089	52 089	73 771	73 771

2.14 Dépréciations et provisions

Les données financières présentées dans cette note répondent aux exigences de la norme IFRS 9.

Synthèse des dépréciations et provisions

(en milliers d'euros)	Note	31/12/2024			31/12/2023		
		Valeur brute avant dépréciation	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute avant dépréciation	Dépréciation	Valeur nette
Actifs financiers au coût amorti		10 323 292	-25 197	10 298 095	8 713 603	-26 061	8 687 542
Titres de dette au coût amorti	2,4	11 156	-1	11 155	18 510	-2	18 508
Strate 1		11 156	-1	11 155	18 510	-2	18 508
Strate 2		-	-	-	-	-	-
Strate 3		-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti	2,6	7 380 564	-2 588	7 377 976	5 932 485	-3 235	5 929 250
Strate 1		7 345 731	-2 069	7 343 662	5 927 337	-2 840	5 924 497
Strate 2		34 637	-329	34 308	4 934	-181	4 753
Strate 3		196	-190	6	214	-214	-
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	2,7	2 263 410	-21 380	2 242 030	2 165 211	-21 818	2 143 393
Strate 1		2 069 346	-1 529	2 067 817	1 986 366	-1 593	1 984 773
Strate 2		103 115	-1 745	101 370	115 621	-2 018	113 603
Strate 3		90 084	-18 106	71 978	59 726	-15 884	43 842
POCI		865	-	865	3 498	-2 323	1 175
Autres actifs	2,10	668 162	-1 228	666 934	597 397	-1 006	596 391
Strate 1		531 065	-259	530 806	472 499	-313	472 186
Strate 2		129 290	-191	129 099	117 301	-73	117 228
Strate 3		7 807	-778	7 029	7 597	-620	6 977
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2,3	2 011 190	-405	2 010 785	1 865 603	-531	1 865 072
Strate 1		2 011 190	-405	2 010 785	1 865 603	-531	1 865 072
Strate 2		-	-	-	-	-	-
Strate 3		-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2,1	-	-	-	1 000	-1 000	-
Strate 1		-	-	-	-	-	-
Strate 2		-	-	-	-	-	-
Strate 3		-	-	-	1 000	-1 000	-
Engagements de financement		2 165 877	-2 181	2 163 696	2 167 667	-1 418	2 166 249
Strate 1		2 081 411	-1 261	2 080 150	2 164 124	-1 386	2 162 738
Strate 2		83 855	-920	82 935	3 273	-32	3 241
Strate 3		611	-	611	45	-	45
POCI		-	-	-	225	-	225

Engagements de garantie		707 588	-3 491	704 097	746 901	-3 269	743 632
<i>Strate 1</i>		696 718	-2 815	693 903	728 173	-1 997	726 176
<i>Strate 2</i>		10 239	-101	10 138	17 317	-637	16 680
<i>Strate 3</i>		631	-575	56	1 411	-635	776
Total		15 207 947	-31 274	15 176 673	13 494 774	-32 279	13 462 495

Détail des dépréciations et des provisions pour risques de crédit

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2023	Mvts de périmètre	Dotations	Reprises disponibles	Reprises utilisées	Autres	31/12/2024
Dépréciation des Actifs financiers au coût amorti	26 061	-	17 763	-1 192	-17 670	235	25 197
Dépréciations sur encours sains (Strate 1)	4 748	-	7 366	-229	-8 018	-9	3 858
Dépréciations sur encours dégradés (Strate 2)	2 272	-	6 793	-22	-6 886	108	2 265
Dépréciations sur encours douteux (Strate 3)	16 718	-	3 358	-18	-1 120	136	19 074
Dépréciations sur POCI	2 323	-	246	-923	-1 646	-	-
Dépréciation des Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	531	-	97	-29	-194	-	405
Dépréciations sur encours sains (Strate 1)	531	-	97	-29	-194	-	405
Dépréciations sur encours dégradés (Strate 2)	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations sur encours douteux (Strate 3)	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciation des Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 000	-	-	-	-1 000	-	-
Dépréciations sur encours sains (Strate 1)	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations sur encours dégradés (Strate 2)	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations sur encours douteux (Strate 3)	1 000	-	-	-	-1 000	-	-
Provisions pour risque de crédit sur engagements hors bilan	4 687	-	9 287	-4	-8 453	155	5 672
Dépréciations sur encours sains (Strate 1)	3 383	-	8 139	-4	-7 535	93	4 076
Dépréciations sur encours dégradés (Strate 2)	669	-	1 148	-	-858	62	1 021
Dépréciations sur encours douteux (Strate 3)	635	-	-	-	-60	-	575
POCI	-	-	-	-	-	-	-
Total des dépréciations et provisions	32 279	-	27 147	-1 225	-27 317	390	31 274

Variations des dépréciations sur actifs financiers au coût amorti sur la période

<i>(en milliers d'euros)</i>	Dépréciations sur encours avec pertes attendues à 12 mois (Strate 1)	Dépréciations sur encours avec pertes attendues à maturité (Strate 2)	Dépréciations sur encours dépréciés (Strate 3)	Dépréciations sur Crédit dépréciés à l'origine	Total
------------------------------	--	---	--	--	-------

Au 1er janvier 2024	8 662	2 941	18 353	2 323	32 279
Dotations nettes aux dépréciations	-408	176	1 159	-1 065	-138
Actifs financiers acquis ou émis pendant la période	15 244	333	-	-	15 577
Actifs financiers décomptabilisés pendant la période	-6 088	-5 637	-	-613	-12 338
Transfert vers strate 1	240	-661	-	-	-421
Transfert vers strate 2	-549	3 067	-	-	2 518
Transfert vers strate 3	-	-965	3 172	-	2 207
Autres dotations / reprises sans changement de strate	-9 255	4 039	-2 013	-452	-7 681
Utilisation de dépréciations	-	-	-	-1 258	-1 258
Variation de périmètre, des parités monétaires et divers	85	169	137	-	391
Au 31 Décembre 2024	8 339	3 286	19 649	-	31 274

2.15 Passifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Passifs détenus à des fins de transaction		
Titres vendus à découvert	40 458	28 915
Instruments dérivés (hors couverture)	111 954	155 205
Autres	-	-
Sous-total	152 412	184 120
Dont juste valeur déterminée selon des techniques de valorisation non basées sur des données de marché	-	-
Total	152 412	184 120

Détail des passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024			31/12/2023		
	Juste valeur	Variations de juste valeur résultante du risque de crédit	Différence entre juste valeur et montant dû à l'échéance	Juste valeur	Variations de juste valeur résultante du risque de crédit	Différence entre juste valeur et montant dû à l'échéance
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-

2.16 Dettes envers les établissements de crédit

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts bancaires	-	-
Comptes créditeurs et emprunts à vue	602 467	496 886
Comptes créditeurs et emprunts à terme	1 402 715	1 452 161
Titres donnés en pension livrée	327 344	267 065
Dépôts et cautionnements reçus-Banques	171 954	110 073
Sous-total	2 504 480	2 326 185
Dettes rattachées	10 112	15 899
Total	2 514 592	2 342 084

2.17 Dettes envers la clientèle

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires créditeurs de la clientèle	8 435 378	6 936 908
Titres donnés en pension livrée	13 779	41 221
Comptes d'épargne à régime spécial	114 504	145 858
Autres dettes diverses	226 243	248 723
Dépôts et cautionnements versés-Clients	55 474	57 274
Sous-total	8 845 378	7 429 984
Dettes rattachées	13 632	14 907
Total	8 859 010	7 444 891

2.18 Dettes représentées par un titre

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires	-	-
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	164 232	152 129
Autres dettes représentées par un titre	5 299	2 373
Sous-total	169 531	154 502

Dettes rattachées	2 913	1 794
Total	172 444	156 296

2.19 Provisions

(en milliers d'euros)	31/12/2023	Mvt de Péri-mètre	Dotation	Reprise	Reprise non utilisée	Autres	31/12/2024
Provisions pour engagements de retraite	64 853	-	18 689	-744	-910	-205	81 683
Provisions pour litiges	6 486	-	5 465	-3 354	-1 721	838	7 714
Autres provisions pour pertes et charges	21 455	-	20 556	-14 552	-1 182	-2 754	23 523
Provisions pour risques de crédit sur engagements hors bilan (Cf Note 2.14) (*)	4 681	-	9 511	-1	-8 682	162	5 671
Total	97 475	-	54 221	-18 651	-12 495	-1 959	118 591

La colonne « Autres » correspond aux écarts de conversion.

2.20 Dettes Subordonnées

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dettes subordonnées à durée déterminée (*)	162 008	162 080
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-
Sous-total	162 008	162 080
Dettes rattachées	5 388	5 375
Total	167 396	167 455

(*) **ODDO BHF SE** détient au passif un encours résiduel d'emprunts subordonnés de 12 M€. Ces 12 M€ ont été émis en 2005 sont remboursables en 2025. Les emprunts subordonnés ont été émis à taux fixe et sont couverts en risque de taux. Ces dettes subordonnées font l'objet d'une comptabilité de couverture.

Conformément à l'article 63 et 64 du CRR, les emprunts subordonnés d'ODDO BHF SE sont éligibles en tant qu'instruments de fonds propre de catégorie 2. A ce titre 0.2 M€ sont qualifiés de fonds propres au 31/12/2024.

2.21 Actifs financiers transférés non décomptabilisés

Les transferts d'actifs financiers non décomptabilisés sont limités aux opérations de pension livrée conclues dans le cadre de la gestion du refinancement du Groupe. Au 31 Décembre 2024, les titres détenus par le Groupe et donnés en pension livrée sont des obligations classées en actifs financiers à la juste-valeur par résultat et s'élèvent à 7 millions d'euros. Les passifs associés représentent un montant de 7 millions d'euros.

2.22 Avantages du personnel**2.22.1 Engagements postérieurs à l'emploi**

Les indemnités de fin de carrière constituent un avantage postérieur à l'emploi et entrent dans la catégorie des régimes à prestations définies. On distingue les engagements du groupe de la manière suivante :

- Engagements des sociétés françaises :

Les droits acquis au titre des indemnités de départ en retraite sont définis pour ODDO BHF SCA par la Convention Collective Nationale des marchés financiers, et pour ODDO BHF Asset Management SAS et La Banque Privée Saint Germain par le Droit du travail.

La recommandation de l'ANC n°2013-02 en matière d'évaluation des engagements de retraite n'indique pas comment déterminer l'hypothèse de turnover.

Conformément à la réponse du CNCC (EC 2018-17), seules les démissions entrent dans le calcul du turnover.

Engagements des sociétés du groupe ODDO BHF SE :

Les collaborateurs d'ODDO BHF SE et de ses filiales bénéficient d'avantages de retraite basés sur différents types de régimes.

Pour la plupart des employés d'ODDO BHF SE et de ses filiales BHF-Betriebsservice GmbH et FRANKFURT-TRUST Investment-Gesellschaft mbH, l'ancien régime de retraite statique à prestations définies a été modifié en octobre 2017, avec effet rétroactif au 1er janvier 2017, évoluant vers un régime de retraite dynamique à cotisations définies.

Les employés reçoivent une contribution mensuelle de l'employeur, qu'ils peuvent décider de compléter avec leurs propres contributions dans le cadre du régime d'indemnisation différée. Ces cotisations sont créditées au compte de prestations de retraite de l'employé concerné.

Les cotisations sont investies dans des supports d'investissement sélectionnés, dont la performance détermine le montant d'intérêt à payer sur les cotisations.

Les comptes de prestations de retraite comprennent deux sous-comptes, un compte employeur et un compte employé. À la date de conversion, les cotisations versées par les sociétés susmentionnées (cotisations employeur) ont été versées dans le sous-compte employeur et les cotisations versées par les salariés sur une base volontaire dans le cadre du régime de rémunération différée dans les sous-comptes des employés respectifs.

Les comptes de prestations de retraite sont conservés par Treuhandverein für die BHF-BANK e. V. et sur le modèle d'une fiducie. Comme Treuhandverein für die BHF-BANK e. V. est un fiduciaire agissant uniquement pour le compte de ODDO BHF Group, l'arrangement prévoit une protection contractuelle supplémentaire contre l'insolvabilité.

Les prestations de retraite des employés de ODDO BHF Asset Management GmbH sont basées sur différents accords et sont comptabilisées dans le palier ODDO BHF SE depuis le 1er août 2017, date d'apport de la société.

Les actifs déposés auprès de Treuhandverein für die BHF-BANK e. V. et de Generali Pensionsfonds AG sont éligibles à la couverture des engagements de retraite. Une provision est enregistrée au passif lorsque les actifs affectés aux plans ne couvrent pas la totalité des engagements, à l'inverse un actif est enregistré dans le cas où les plans seraient surfinancés.

La méthode actuarielle retenue est celle des unités de crédits projetés. Les pertes et gains actuariels au titre du régime des indemnités de fin de carrière transitent par les capitaux propres conformément à l'amendement de la norme IAS 19. Le taux d'actualisation retenu est basé sur l'indice Mercer Yield Curve construit à partir du taux des obligations à long terme du secteur privé.

<i>Principales hypothèses actuarielles (en milliers d'euros)</i>	2024/12	2023/12
Taux d'actualisation	3.58% - 3.51%	3.59% - 3.55%
Augmentation moyenne attendue des salaires	3.00% - 3.00%	3.00% - 3.00%
Tables de mortalité	TH/TF 00-02 - Heubeck 2018G	TH/TF 00-02 - Heubeck 2018G
Evolution de l'engagement actualisé	2024/12	2023/12
Obligation au titre des prestations définies à l'ouverture	322 562	297 637
Coût des services	6 895	6 079
Charge d'intérêt	10 052	10 991
Pertes/(gains) actuariels	8 389	28 672
Prestations payées	-7 901	-17 961
Autres	1 480	-2 855
Variations de périmètre	0	0
Obligation au titre des prestations définies à la clôture	341 476	322 564
Actifs des plans de pension	2024/12	2023/12
Juste-valeur des actifs des plans à l'ouverture	279 675	255 780
Produits d'intérêts des actifs des plans	8 747	9 609
Gains/(pertes) actuariels	-1 198	18 823
Prestations payées	-6 753	-16 969
Contributions employeur	-2 442	14 230
Contributions des bénéficiaires	2 439	2 310
Autres	-1 345	-4 108
Variations de périmètre	0	0
Juste-valeur des actifs des plans à la clôture	279 123	279 675
Comptabilisation de l'engagement net	2024/12	2023/12
Engagements nets à l'ouverture	42 887	41 586
Charges inscrites au compte de résultat	5 354	3 161
Prestations directement payées par l'employeur	-7 901	-17 961
Pertes/(gains) actuariels	9 800	13 947
Autres mouvements	12 613	1 694
Variations de périmètre	-401	460
Engagements nets à la clôture	62 353	42 889
Dont engagements nets sur plans surfinancés comptabilisés à l'actif	12 181	17 002
Provision à la clôture	74 534	59 891

2.22.2 Autres avantages à long terme

Au 31 décembre 2024, le Groupe Financière IDAT SAS a comptabilisé une provision de 2 145K€ au titre de la Médaille du Travail.

Note 3 – Notes relatives au compte de résultat

3.1 Intérêts et produits assimilés

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Opérations avec les établissements de crédit	258 395	208 772
Opérations avec la clientèle	103 876	95 918
Instruments dérivés de couverture	26 399	24 105
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	33 682	21 446
Autres	80	192
Total	422 432	350 433

3.2 Intérêts et charges assimilées

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Opérations avec les établissements de crédit	-82 639	-74 099
Opérations avec la clientèle	-215 819	-137 102
Dettes représentées par un titre	-6 216	-12 050
Dettes subordonnées	-12 942	-5 026
Instruments de couverture	-1 630	-2 162
Dettes sur minoritaires des OPCVM	-	-
Autres charges financières	-	-
Total	-319 246	-230 439

3.3 Gains ou pertes nets résultant des couvertures

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Couverture de juste valeur	-36	1 145
Variations de la juste valeur attribuables aux instruments de couverture	-20 054	-34 404
Juste valeur de micro couverture	-20 054	-34 404
Juste valeur de couvertures de portefeuille	-	-
Variations de la juste valeur attribuables aux éléments couverts	20 018	35 549
Juste valeur de micro couverture	20 018	35 549
Juste valeur de couvertures de portefeuille	-	-
Couverture de flux de trésorerie	-	-
Inefficacité de couverture de flux de trésorerie	-	-
Total	-36	1 145

3.4 Produits et charges de commissions

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Produits de commissions sur		
Opérations de trésorerie et interbancaires	-	-
Opérations avec la clientèle	367	198
Opérations sur titres	92 872	83 603
Opérations de change	-	-
Engagements de financement et garantie	23 249	15 715
Instruments dérivés	449	598
Prestation de services financiers	95 352	79 488
Gestion d'actifs	639 294	582 365
Conservation	2 117	2 244
Autres	-	1
Total	853 700	764 212
Charges de commissions sur		
Opérations de trésorerie et interbancaires	-655	-561
Opérations avec la clientèle	-3	-1
Opérations sur titres	-28 751	-26 903
Opérations de change	-	-
Engagements de financement et garantie	-253	-117
Instruments dérivés	-204	-154
Prestation de services financiers	-2 913	-2 494
Gestion d'actifs	-214 395	-172 192
Conservation	-	-
Autres	-	-
Total	-247 174	-202 422

3.5 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Actifs et passifs détenus à des fins de transaction	41 475	44 513
Actifs et passifs financiers à la juste valeur sur option	-	-
Inefficacité des couvertures de juste valeur	-	-
Opérations de change	26 474	17 319
Actifs et passifs financiers obligatoirement à la JVR	22 235	25 416
Total	90 184	87 248

3.6 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		
Dividendes	103	148
Plus ou moins-values de cession	-1 143	-2 060
Sous-total	-1 040	-1 912
Actions et autres titres à revenu variable		
Dividendes reçus	-	-
Dépréciations	-	-
Plus ou moins-values de cession	-	-
Sous-total	-	-
Total	-1 040	-1 912

3.7 Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		
Dividendes	-	-
Recyclage en résultat des moins-values latentes sur titres reclassés	-	-
Plus ou moins-values de cession	-	-
Sous-total	-	-
Actions et autres titres à revenu variable		
Dividendes reçus	-	-
Dépréciation	-	-
Plus ou moins-values de cession	-	-
Sous-total	-	-
Total	-	-

3.8 Produits et charges des autres activités

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Produits		
Activité de négoce de métaux non ferreux	56 197	1 528 173
Activité de négoce d'électricité	-	-
Facturation de prestations	1 891	3 072
Autres	14 400	13 330
Sous-total	72 488	1 544 575
Charges		
Activité de négoce de métaux non ferreux	-13 470	-1 491 917
Activité de négoce d'électricité	-	-
Autres	-3 705	-1 477
Sous-total	-17 175	-1 493 394
Total	55 313	51 181

3.9 Charges générales d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Frais de personnel	-463 995	-421 853
Impôts et taxes	-4 486	-5 084
Redevances de crédit-bail et assimilés	-	-
Locations	-11 401	-13 694
Rémunérations d'intermédiaires	-585	-466
Services extérieurs	-381	-602
Transports et déplacements	-2 254	-2 130
Autres charges diverses d'exploitation	-196 860	-184 154
Total	-679 962	-627 983

Les frais de personnel s'analysent de la manière suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Rémunérations fixes	-245 477	-222 258
Rémunérations variables	-92 376	-89 043
Indemnités et avantages divers	-14 441	-5 936
Intéressement et participation	-9 764	-8 287
Charges sociales et impôts sur les salaires	-101 937	-96 329
Total	-463 995	-421 853

Paiements à base d'actions

Le Groupe Financière IDAT SAS a mis en place, au bénéfice de certains de ses collaborateurs, des rémunérations à base d'actions, des attributions d'options d'achat d'actions, des droits d'acquérir des actions et des attributions d'actions gratuites

Des plans de fidélisation au bénéfice de certains collaborateurs prévoient, sous condition de présence, une rémunération spécifique sur une période pluriannuelle et payable sous forme d'actions.

Au 31/12/2024, 14 314 actions ont été attribuées.

Les caractéristiques des plans existants au 31 décembre 2024 sont décrites dans les tableaux suivants :

Year	2022	2022	2022	2023	2023
Type of plan	Bonus share allocation	Bonus share allocation	Bonus share allocation	Bonus share allocation	Bonus share allocation
	Common shares	Common shares	Common shares	Common shares	Common shares

Shareholder approval	26/03/2021	26/03/2021	26/03/2021	26/03/2021	26/03/2021
Decision of Management	15/06/2022	14/10/2022	14/10/2022	28/04/2023	16/05/2023
Grant date	15/06/2022	14/10/2022	14/10/2022	28/04/2023	16/05/2023
Number of options or shares granted	5 231	3 266	893	405	5 798
Vesting period	15/06/2022	14/10/2022	14/10/2022	28/04/2023	16/05/2023
	15/06/2024	14/10/2024	14/10/2026	28/04/2025	16/05/2025
Performance conditions	non	non	non	non	non
Conditions in case of departure from the Group	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver
Conditions in case of dismissal	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver
Conditions in case of retirement	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver
Resale restriction period	2 years	2 years	4 years	2 years	2 years
In the event of death	maintain 6 months	maintain 6 months	maintain 6 months	maintain 6 months	maintain 6 months
Price upon allocation (euros)	507,39	507,39	507,39	524,77	524,77
Unallocated options or shares	0	0	0	0	0
Options exercised or shares given	5231	2446	0	0	0
Options or shares lost	0	820	0	2	59
Options or shares remaining	0	0	893	403	5 739

Année	2023	2023	2023	2023	2024	2024
Type de plan	Attribution gratuite d'actions AGA Ordinaires	Attribution gratuite d'actions AGA Ordinaires	Attribution gratuite d'actions AGA Ordinaires	Attribution gratuite d'actions AGA Ordinaires	Attribution gratuite d'actions AGA Ordinaires	Attribution gratuite d'actions AGA Ordinaires
Autorisation des actionnaires	26/03/2021	26/03/2021	26/03/2021	26/03/2021	26/03/2021	26/03/2021
Décision de la Gérance	30/10/2023	30/10/2023	30/11/2023	30/11/2023	31/05/2024	27/09/2024
Date d'attribution	30/10/2023	30/10/2023	30/11/2023	30/11/2023	31/05/2024	27/09/2024
Nombre d'options ou d'actions attribuées	1 284	3 811	810	1 201	1 901	2 083
Période d'acquisition des droits	30/10/2023 30/10/2025	30/10/2023 30/10/2024	30/11/2023 30/11/2025	30/11/2023 30/11/2027	31/05/2024 31/05/2026	27/09/2024 27/09/2026
Conditions de performance	non	non	non	non	non	non
Conditions en cas de départ du Groupe	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver
Conditions en cas de licenciement	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver
Conditions en cas de départ à la retraite	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver
Période d'interdiction de cession	2 ans	1 an	2 ans	4 ans	2 ans	2 ans
Cas de décès	maintien 6 mois	maintien 6 mois	maintien 6 mois	maintien 6 mois	maintien 6 mois	maintien 6 mois
Cours du titre à l'attribution (euros)	524,77	524,77	524,77	524,77	550,64	550,64
Options ou actions non attribuées						
Options exercées ou actions données	0	0	0	0	0	0
Options ou actions perdues	0	3 811	0	0	0	0
Options ou actions restantes	1 284	0	810	1 201	1 901	2 083

Les caractéristiques des actions distribuées à certains salariés sont décrites dans le tableau suivant :

Période	Exercice 2024
Cours du titre à l'acquisition (euros)	550,64
Méthode de valorisation utilisée	Estimation de la Juste Valeur à partir de l'Actif Net Comptable

Evolution des effectifs par pays

	31/12/2024	31/12/2023
Allemagne	1 292	1 222
Belgique	3	3
Emirats Arabes Unis	2	2
Espagne	9	10
Etats-Unis	12	11
France	955	954
Italie	4	4
Côte d'Ivoire	2	-
Luxembourg	15	14
Pays-Bas	1	28
Royaume Uni	8	4
Suisse	142	124

Tunisie	433	345
Vietnam	4	4
Total	2 882	2 725

3.10 Cout Du Risque

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux provisions sur prêts et créances	-4 185	-2 684
Dotations nettes aux provisions pour dépréciation d'actifs financiers disponibles à la vente	-	-
Dotations aux provisions pour risques et charges	-361	-2 509
Reprises de provisions sur créances douteuses devenues disponibles	4 057	4 158
Reprises de provisions pour risques et charges	960	1 558
Pertes couvertes et non couvertes par des provisions	715	-109
Pertes de crédit attendues	31	-2 012
Total	1 217	-1 598

3.11 quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Sociétés financières	4 726	5 396
Sociétés non financières	-	-
Quote Part du résultat net des entreprises mises en équivalence	4 726	5 396

3.12 gains ou pertes nets sur autres actifs

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Plus-values de cession nettes	68	4 134
Moins-values de cession nettes	-	-
Total	68	4 134

3.13 variations de valeur des écarts d'acquisition

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Dépréciation des écarts d'acquisition	-	-
Écarts d'acquisition négatifs	-	-
Total	-	-

3.14 impôts sur les bénéfices

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Impôts courants	-30 077	-48 353
Impôts différés	-10 022	6 086
Impôts sur les bénéfices	-40 099	-42 267

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net part du groupe	69 269	75 901
Part des intérêts minoritaires dans les sociétés consolidées	36 511	37 215
Resultat des activités abandonnées	-	-
Is sur activités cédées	-	-
Charge d'impôt	40 099	42 267
Résultat avant impôt	145 879	155 382
Taux d'imposition de droit commun Français	25,83%	25,83%
Charge d'impôt théorique au taux en vigueur en France	37 681	40 135
Effet des entreprises mises équivalence	-1 221	-1 394
Effet des différences permanentes	-1 218	1 604
Effet des différences de taux d'imposition	8 579	8 414
Contributions	-	-
Crédits d'impôts	-4 354	-4 452
Autres éléments	630	-2 039
Charge d'impôt comptabilisée	40 099	42 267
Taux effectif d'impôt (charge d'impôt comptabilisée rapportée au résultat taxable)	27,49%	27,20%

3.15 Résultat des activités destinées à être cédées et des activités abandonnées

Néant

Note 4 – Informations sectorielles

Le Groupe est organisé autour de 4 grands pôles métiers :

- 1 - Pôle AM - Asset Management (*Gestion d'actifs*)

Ce pôle regroupe les activités de gestion financière pour compte de tiers, à travers une large gamme de produits ouverts au public et dédiés, et de mandats discrétionnaires.

Il consolide :

- L'activité ODDO BHF Asset Management (OBAM) qui regroupe les entités **ODDO BHF Asset Management SAS** à Paris et **ODDO BHF Asset Management GmbH** à Düsseldorf,
- L'activité ODDO BHF Trust Management GmbH qui reste filiale de ODDO BHF SE
- L'activité de distribution des produits du Groupe via son réseau de conseillers en gestion de patrimoine indépendants (CGPI),
- Pour mémoire, l'entité **ODDO BHF Private Equity** (ex ACG Capital), a fusionné avec l'entité **OBAM SAS** (date d'effet au 1^{er} janvier 2023), et l'entité **Métropole Gestion** a fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) au profit de l'entité **OBAM SAS**, effective depuis le 1^{er} décembre 2023.

- 2 - Pôle PWM - Private Wealth Management (*Banque Privée*)

Ce métier de services et de conseil dans le domaine de la gestion patrimoniale, destiné à la clientèle privée, consolide :

- ODDO BHF Banque Privée à Paris,
- ODDO BHF Private Wealth Management qui s'appuie sur un réseau d'agences dans les plus grandes villes allemandes et est également présent en Suisse via l'entité ODDO BHF Switzerland.
- L'entité **La Banque Privée Saint-Germain** a fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) au profit de l'entité **ODDO BHF SCA**, effective depuis le 1^{er} décembre 2024.

- 3 - Pôle C&M - Corporates & Markets (*Banque d'investissement*)

Ce pôle regroupe :

- Les métiers Equities et Fixed Income qui proposent à leurs clients institutionnels en France et en Allemagne leur expertise en matière d'exécution et de recherche sur une large gamme de produits : actions, obligations, obligations convertibles, dérivés et produits structurés.
- Pour mémoire, la création d'une Joint Venture entre ODDO BHF SCA et le Groupe bancaire néerlandais ABN AMRO, dont l'exploitation a démarré en février 2021. Cette entité basée à Amsterdam intervient sur le métier Equities et en particulier les activités ECM, ses résultats sont mis en équivalence, ODDO BHF SCA détient 50% de cette JV.
- Les activités de Corporate Finance en France et en Allemagne, qui offrent à leurs clients un conseil adapté à leurs besoins pour toutes les opérations de haut de bilan, incluant fusions et acquisitions, LBO / MBO, introductions en Bourse, ingénierie boursière, ingénierie financière, placements et corporate broking,
- Les activités Corporate Banking et International Banking de ODDO BHF SE en Allemagne,
- L'entité **ODDO BHF Corporate & Markets AG**, filiale de ODDO BHF SE, qui réalise des activités d'intermédiation à la bourse de Francfort a été fusionnée dans l'entité **ODDO BHF SE**, avec date d'effet au 1^{er} avril 2024,
- Les activités du métier Oddo Metals à Paris (intermédiation sur les métaux non ferreux).

- 4 - Pôle TSO - Treasury, ODDO BHF Services & Others (*Fonds propres, ODDO BHF Services et Autres*)

Ce périmètre consolide :

- L'ensemble des opérations de trésorerie ainsi que l'ensemble des opérations diverses non affectables à un pôle métier en France comme en Allemagne,
- Le résultat de la holding ODDO BHF Belgium (ex BHF Group SA),
- L'activité ODDO BHF Asset Servicing basée à Paris qui propose notamment une solution de tenue de compte conservation adaptée aux clients privés des sociétés de gestion, sociétés financières et banques privées ainsi que des prestations de gestion des contrats en assurance vie.
- A noter depuis le 1^{er} trimestre 2023, l'ouverture effective d'une nouvelle entité installée à Londres (ODDO BHF UK), filiale de ODDO BHF SE, dont l'ambition est de développer les activités Corporate & Markets (Equities et Corporate Finance), mais également la distribution de la gamme de fonds OBAM, sur le marché britannique.

4.1 Résultats par activité

(en milliers d'euros)	Asset Management	Private Wealth Management	Corporates & Markets	Treasury, ODDO BHF Services & Others	Groupe Décembre 2024
Produit net bancaire	222 520	329 863	243 378	58 371	854 133
Charges générales d'exploitation (y compris dotations aux amortissements)	-172 861	-241 690	-216 040	-83 674	-714 265
Résultat brut d'exploitation	49 659	88 174	27 338	-25 303	139 868
Coût du risque	-18	-648	-320	2 203	1 217
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	-	-	-	4 726	4 726
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	-	-	68	68
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-
Résultat avant impôts	49 641	87 526	27 019	-18 306	145 879

(en milliers d'euros)	Asset Management	Private Wealth Management	Corporates & Markets	Treasury, ODDO BHF Services & Others	Groupe Décembre 2023
Produit net bancaire	226 162	315 872	219 184	58 228	819 446
Charges générales d'exploitation (y compris dotations aux amortissements)	-177 123	-215 269	-198 779	-80 824	-671 995
Résultat brut d'exploitation	49 039	100 603	20 405	-22 596	147 451
Coût du risque	-157	-1 362	2 523	-2 602	-1 598
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	-	-	-	5 396	5 396
Gains ou pertes nets sur autres actifs	905	-	-	3 229	4 134

Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-
Résultat avant impôts	49 787	99 241	22 928	-16 573	155 383

4.2 Produit net bancaire par secteur géographiques

Les passifs sectoriels correspondent aux dettes (total passif hors capitaux propres).
Les résultats et le bilan sectoriels sont présentés après élimination de l'effet des transactions internes au Groupe.
L'analyse géographique des résultats et du bilan sectoriels repose sur le lieu d'enregistrement comptable des activités.

(en milliers d'euros)	Produit Net Bancaire	
	31/12/2024	31/12/2023
France	419 407	413 458
Allemagne	375 889	350 475
Suisse	48 167	47 342
Autres pays	10 670	8 171
Total Groupe	854 133	819 446

4.3 Bilan par secteur géographiques

(en milliers d'euros)	Actifs sectoriels		Passifs sectoriels	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
France	3 735 145	3 407 238	2 632 158	2 356 261
Allemagne	9 719 074	8 258 190	9 643 828	8 190 582
Suisse	561 327	533 821	498 227	462 486
Autres pays	354 813	390 509	257 576	273 174
Total Groupe	14 370 359	12 589 758	13 031 789	11 282 503

Note 5 – Exposition au risque souverain et évolution des échéanciers des actifs et passifs financiers

Cette note présente les principaux risques associés aux instruments financiers et la manière dont le Groupe les gère. Les principaux risques sont les suivants :

- Risques de crédit et de contrepartie : risque de perte engendré par le défaut d'une contrepartie ;
- Risques de marché : risque de perte résultant d'une évolution défavorable des variables de marché (taux d'intérêt, cours des actions, cours des métaux, etc.) ;
- Risque opérationnel : risque de perte résultant d'une inadéquation ou d'une défaillance imputable à des procédures, personnels et systèmes internes, ou à des événements extérieurs, y compris les événements de faible probabilité d'occurrence, mais à risque de perte élevé. Elle intègre le risque de non-conformité, les risques comptables et fiscaux à l'exclusion du risque stratégique et de réputation ;
- Risques de liquidité : risque pour le Groupe de ne pas pouvoir faire face à ses engagements à leur échéance. Ce risque comprend en particulier le risque résultant d'une impossibilité de dénouer des positions sur les marchés dans des conditions normales.

5.1 Organisation, procédures et méthodes

Le dispositif de contrôle du Groupe est organisé selon le modèle des « trois lignes de défense » :

- La première ligne de défense est composée de l'ensemble des collaborateurs et des managers du Groupe. Les managers sont responsables des risques, prennent en charge leur prévention et leur gestion – entre autres, par la mise en place de moyens de contrôle permanent de niveau 1 –, ainsi que la mise en place des actions correctives en réponse aux éventuelles déficiences constatées par les contrôles ;
- La deuxième ligne de défense est assurée par les fonctions Conformité, Risques et Contrôle interne. Dans le dispositif de contrôle, il incombe à ces fonctions de vérifier de façon permanente que la maîtrise des risques des opérations est assurée, sous la responsabilité des managers, par la mise en œuvre effective des procédures définies et des contrôles demandés ;
- La troisième ligne de défense est assurée par l'Inspection générale. Elle assure une mission de contrôle périodique strictement indépendant des métiers comme du contrôle permanent.

La Direction des Risques Groupe fait partie du dispositif de contrôle du Groupe. Elle est directement rattachée à Monsieur Christophe Tadié, gérant du Groupe. La mission de la Direction des Risques est de s'assurer de la bonne gestion des risques au sein du Groupe et plus particulièrement :

- De recenser l'ensemble des risques du Groupe,
- De mettre en œuvre le dispositif de pilotage et de suivi de ces risques et d'établir régulièrement des rapports sur leur nature et leur ampleur à la Direction générale, aux Comités spécialisés et aux autorités de supervision bancaire,
- De contribuer à la définition des politiques de risque en tenant compte des objectifs des métiers et des enjeux de risques correspondants,
- De définir ou valider les méthodes et procédures d'analyse, de mesure, d'approbation et de suivi des risques,
- De s'assurer du respect de l'appétit au risque au niveau du Groupe,
- De consolider les risques au niveau du Groupe,
- D'évaluer les risques de marché, de contrepartie et opérationnels,
- De s'assurer de la fiabilité des paramètres de marché servant à l'élaboration des résultats et des risques,
- De suivre les limites en risques de marché et en risques de contrepartie,
- D'instruire et valider les opérations et limites proposées par les responsables métiers,
- De mettre à jour les cartographies de risques opérationnels et de la mesure de ces derniers,
- De collecter les incidents opérationnels et de suivre les actions menées pour réduire le risque opérationnel.

Des comités Groupe ont, de plus, été créés afin d'assurer la cohérence du dispositif de contrôle interne au sein du Financière IDAT SAS. Des comités spécialisés ont été créés au sein de ODDO BHF SCA et ODDO BHF SE pour réaliser un suivi opérationnel. L'ensemble de ces comités mentionnés permet à la Direction des Risques de remonter les informations pertinentes en lien avec la gestion des risques aux dirigeants effectifs du Groupe.

5.2 Les risques de crédit et de contrepartie

5.2.1 Le risque émetteurs lié aux positions du portefeuille de trésorerie

Au 31 décembre 2024, l'encours du portefeuille obligataire de la trésorerie est de 2.0 mds d'euros.

Le tableau ci-dessous présente la répartition par note de crédit de l'encours, au prix de marché, au 31 décembre 2024.

Note de crédit	Valeur de marché (en m€)	Distribution
AAA	1 193	58%
AA	519	25%
A	211	10%
BBB	120	6%
Inférieure à BBB	6	0%
Total	2 050	100%

5.2.2 Les risques de l'activité crédit

La mesure et la gestion du risque de crédit sont du ressort d'équipes dédiées au sein du groupe Financière IDAT SAS. Leurs missions consistent notamment à surveiller les expositions et les engagements en matière de risque de crédit, l'analyse de la solvabilité des clients, les décisions de notation et l'approbation des prêts. Ces équipes définissent également les limites, les stratégies de diversification et les politiques de gestion du collatéral. Elles sont responsables, dans la limite de leurs délégations, du processus de décision d'octroi de crédit et se chargent de transmettre les dossiers aux niveaux de délégation supérieurs. Enfin, elles surveillent également le respect des exigences réglementaires relatives aux activités de crédit. Sur le plan organisationnel, une séparation nette a été faite entre le *front-office* et le *back-office*. Cette séparation est respectée dans l'ensemble de la banque.

Le crédit est accordé et les garanties sont contrôlées conformément à la stratégie de gestion du risque de crédit et à la politique de crédit. Un nombre limité de gestionnaires du risque de crédit expérimentés et indépendants des services commerciaux sont autorisés à se prononcer sur les notations et à approuver les engagements de crédit. La délégation repose notamment sur l'expérience du gestionnaire du risque de crédit, sur le segment du client, sur la notation, sur le montant et la durée du prêt, ainsi que sur le type d'opération. En outre, les demandes de prêt qui dépassent les seuils prédéfinis basés sur les notations sont soumises à l'approbation des instances décisionnelles. La mission des gestionnaires de risques de crédit comprend en outre la surveillance continue des risques et l'évaluation des engagements de prêts dont ils sont responsables et peut également inclure la gestion spéciale et la restructuration des prêts à problèmes. La responsabilité du provisionnement des risques incombe au Loan Loss Provision Committee.

Dans la section suivante, les instruments de crédit soumis au risque de crédit sont classés en fonction des niveaux de notation (et selon les modèles de dépréciation IFRS 9) et des secteurs, en fin d'année :

en %	Portefeuille crédits					Portefeuille de trésorerie et dérivés OTC			
	2024	Strate 1	Strate 2	Strate 3	na	2024	Strate 1	Strate 2	na
Lombard	28,30	28,30	-	-	-	0,10	-	-	0,10
AAA	14,60	14,20	0,40	-	-	70,60	70,60	-	-
AA	9,90	9,30	0,20	-	0,40	14,80	10,50	-	4,30
A	12,20	12,20	-	-	-	10,50	8,50	-	2,00
BBB	19,00	18,50	0,50	-	-	3,40	2,70	-	0,70
BB	10,40	9,00	1,40	-	-	-	-	-	-
B	2,00	1,70	0,30	-	-	0,10	-	-	0,10
CCC et inférieurs	3,60	1,20	-	2,40	-	0,50	0,30	-	0,20
Total	100,00	94,40	2,80	2,40	0,40	100,00	92,60	-	7,40

Secteurs en %	Portefeuille crédits		Portefeuille de trésorerie et dérivés OTC	
	2024	RB 2023	2024	RB 2023
Banques et assurances	49,20	42,10	59,40	71,20
dont: covered bonds et obligations publiques garanties	-	-	38,40	40,40
dont: liquidités à court terme	-	-	-	-
Industrie	11,00	11,70	0,90	3,50
Ménages	21,30	24,00	-	0,10
Administrations publiques	3,60	3,80	37,60	20,50
Commerce	1,70	3,70	0,10	0,40
Immobilier	1,20	1,60	-	0,10
Services/autres	12,00	13,10	2,00	4,20
Total	100,00	100,00	100,00	100,00

5.2.3 Les risques de la banque de financement et d'investissement

- Le risque de Dépôt

Ce risque est lié aux excédents quotidiens de la trésorerie du Groupe (risques de dépôt). Les excédents de trésorerie du Groupe sont déposés sur nos comptes bancaires. Le risque est encadré par le biais de limites par contrepartie.

- Le risque de remplacement

Ce risque est lié aux opérations de couverture effectuées par les métiers dans le cadre de la gestion des risques de marché. Ces opérations sont traitées avec des contreparties bancaires de premier ordre et régies par des conventions-cadres permettant les dépôts de garantie et les appels de marge. Ils sont consolidés et encadrés par des limites spécifiques.

- Swap de taux

La Groupe Financière IDAT SAS traite des swaps de taux en couverture des risques de taux.

- Swaps de devises, swaps de change et change à terme

Ces opérations sont effectuées soit dans le cadre de la gestion des positions en devises du Groupe, soit dans le cadre du refinancement des positions en devises (principalement en dollars américain) liées à l'activité de ODDO BHF Metals. Le risque de remplacement associé à ces instruments est consolidé avec les autres risques de même nature et encadré par le biais de limites par contrepartie.

- Les opérations de Prêt / Emprunt de titres et de pensions livrées

Dans le cadre de ses activités, le Groupe réalise des opérations de prêt, d'emprunt, de prise en pension et de mise en pension de titres. Il peut s'agir d'opérations

d'intermédiation où le Groupe intervient en tant qu'intermédiaire entre des prêteurs et des emprunteurs. D'autre part, dans le cadre de la tenue de marché obligataire, le Groupe est amené à prendre des positions vendeuses sur certains titres. Ces positions sont couvertes par des emprunts de titres. Ces opérations de prêt (et d'emprunt) de titres font l'objet de réception (et de versement) de collatéral en espèces en garantie. Le risque de remplacement associé aux prêts et emprunts de titres et aux pensions livrées est consolidé et encadré par le biais de limites par contrepartie.

5.2.4 Les risques liés au négoce de métaux

ODDO BHF Metals est exposé à deux types de risques de contrepartie :

- Le risque de crédit généré par l'octroi de termes de paiement lors de la livraison de marchandises.

Ce risque de crédit est atténué par des contrats d'assurance-crédit couvrant 90 % de l'encours garanti et des garanties parentales. Il est encadré par un système de limites suivi quotidiennement.

- Le risque de remplacement généré par les engagements à prix fixés à l'avance.

Une limite en risque de remplacement est établie par contrepartie, cette dernière étant étroitement liée à la limite de risque de crédit. Le risque évalué est lié à la valorisation au prix de marché des engagements dont le prix est fixé auquel est ajoutée une majoration reflétant l'augmentation potentielle de l'exposition.

5.2.5 Le risque d'intermédiation

Le risque de contrepartie lié à l'activité d'intermédiation est évalué de façon quotidienne afin de répondre aux dispositions de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatives aux risques de Règlement / Livraison. Quatre types de clients ont été définis : institutions financières, compagnies d'assurance, sociétés de gestion et *hedge funds*. Pour chacun de ces types de clients, des catégories de limites de risques ont été définies en fonction des qualités de crédit des contreparties.

La Direction des Risques consolide par client les engagements non dénoués. L'exposition en risque est déterminée à partir des plus ou moins-values latentes des positions auxquelles est ajoutée une majoration dépendant du type de produit échangé. Un rapport quotidien est transmis par la Direction des Risques aux parties prenantes.

5.3 Les risques de marche relatifs aux activités de transactions sur instruments financiers

Trois mesures de risque sont calculées :

- La Value at Risk correspond à la perte maximale potentielle engendrée sur 1 jour pour un niveau de confiance de 99%. Le montant de la Value at Risk sur le périmètre groupe des portefeuilles de négociation au 31 décembre 2024 s'élève à 2.1 m€.

- Les scénarios internes de stress test sont des scénarios définis pour mesurer les risques maximums encourus en cas de situation de crise. Ces scénarios sont appliqués de façon quotidienne aux activités pour Compte Propre.

- Les scénarios de risques réglementaires relatifs à l'adéquation des fonds propres aux risques de marché.

5.3.1 Le risque de taux

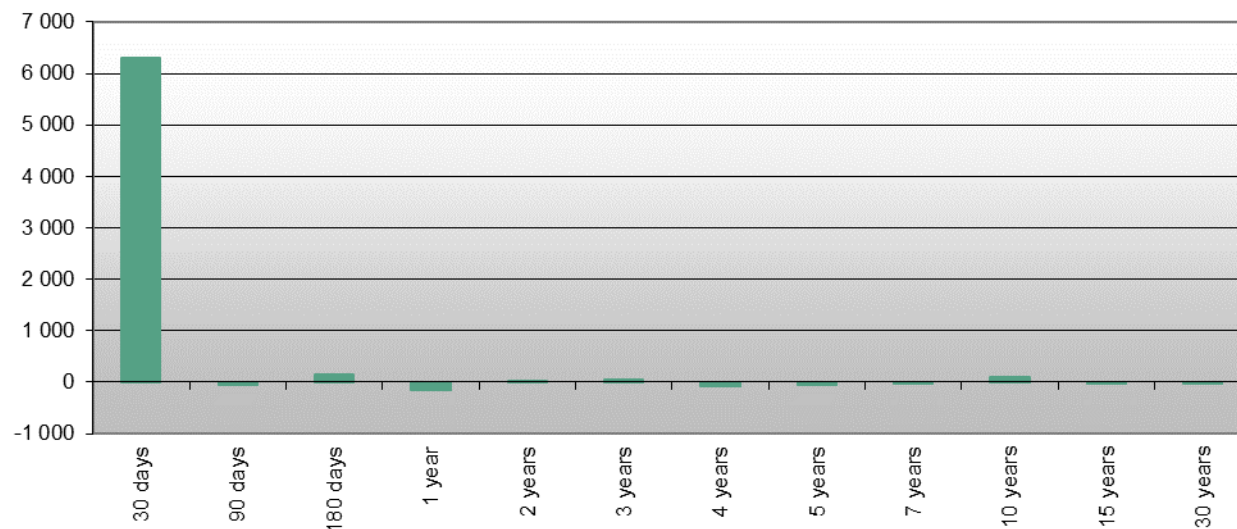
Le Groupe a défini des stress tests de taux sur la base d'études historiques. Les postes du bilan les plus sensibles au risque de taux sont le portefeuille obligataire, les positions de l'activité de tenue de marché obligataire et les engagements de retraite.

Le groupe Financière IDAT SAS a conduit des analyses et des calculs sur les impacts des changements individuels des courbes de taux d'intérêt et examine les tendances en ce qui concerne les déformations des courbes de taux.

Le portefeuille bancaire du groupe ODDO BHF n'est pas exposé à un risque de taux d'intérêt significatif.

Au 31 décembre 2024, l'impact d'une hausse des taux d'intérêts de 200 bps sur le portefeuille bancaire correspond à une perte de 6.9 M€.

Net IR Exposure Banking Book (€m)



5.3.2 Le risque de spread de crédit liés aux positions sur obligations

Le Groupe est exposé au risque de variation du cours des obligations au travers de son portefeuille de Trésorerie, ainsi que par les activités de tenue de marché obligataire.

Le risque de crédit de l'activité de tenue de marché obligataire de ODDO BHF SCA est évalué quotidiennement grâce à des limites par émetteur et en global en fonction du rating de l'obligation. Le portefeuille est également encadré par des stress tests de déformation des courbes de spreads de crédit conservateurs compte tenu de l'horizon court terme de détention de ces titres.

Le risque de crédit du portefeuille de trésorerie est très faible car il est essentiellement investi en obligations d'Etat, en obligations financières et en obligations sécurisées.

Les risques de crédit au 31 décembre 2024 représentent un impact de -5.9 M€ pour un stress de 100 bps à la hausse.

5.3.3 Les risques liés aux cours des métaux

Les risques de marché liés au cours des métaux sont les suivants :

- Risque de prix : L'exposition du portefeuille aux variation sur 1 jour des prix LME à structure constante des prix. Le risque de prix au 31 décembre 2024 était de 10.8 k€ contre 16.8 k€ au 31 décembre 2023.
- Risque de prime (base) : L'exposition à une variation du montant de la prime qui correspond au différentiel de valorisation entre le métal physique et la référence du marché à terme du LME, mesuré sur un mois. Le risque de prime au 31 décembre 2024 était de 4.7 m€ contre 2.4 m€ au 31 décembre 2023.

Partant des limites en tonnes, la Direction des Risques calcule ces risques de marché par le calcul de stress tests développés en interne et basés sur des variations historiques maximum constatées sur un mois (un jour pour la variation du prix LME).

5.3.4 Les risques de cours actions

Le Groupe est exposé au risque de variation du cours des actions au travers des activités de marché « Specialist Floor Equity » chez ODDO BHF SE et Facilitation chez ODDO BHF SCA.

Au 31 décembre 2024, la trading VaR du groupe pour le risque action était de 0.05 M€.

5.3.5 Les risques de change

Le risque de change généré par les activités du Groupe est un risque résiduel car il est couvert sur le marché à terme à l'initiation des positions ou sur une base quotidienne dans le cas des activités ODDO BHF Metals. Les résultats en devise sont couverts mensuellement.

Contributions des devises au bilan

(en milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
EUR	12 822 155	12 822 155	11 306 274	11 306 274
USD	1 196 828	1 196 828	986 252	986 252
GBP	51 258	51 258	33 737	33 737
JPY	11 490	11 490	4 911	4 911
Autres devises	288 628	288 628	258 584	258 584
Total	14 370 359	14 370 359	12 589 758	12 589 758

5.4 Les risques opérationnels

De par ses activités, (réception et exécution d'ordres pour compte de tiers, tenue de marché, prêt à la clientèle, analyse financière, gestion collective, gestion privée, tenue de compte conservation, négoce de métal, corporate finance, etc.), ODDO BHF est exposé aux risques opérationnels.

La gestion des risques opérationnels est assurée par plusieurs acteurs situés au sein des lignes métiers / fonctions supports et au niveau du groupe :

- La Direction des Risques du Groupe : dirigée par le Group Chief Risk Officer, la Direction des Risques du Groupe est chargée de veiller à la cohérence des politiques de gestion des risques opérationnels entre les différentes directions des risques locales et de la consolidation des données
- Le Département de Risque Local : l'équipe de risque opérationnelle de chaque entité rapporte directement au responsable du Département de Risque Local. Ces équipes sont responsables de :
 - o La rédaction et diffusion des procédures régissant la gestion du risque opérationnel au sein de chaque entité du groupe Financière IDAT SAS,
 - o L'administration de l'outil de gestion des risques d'entreprise du Groupe (ci-après GECCO) : gestion de la base de données des utilisateurs, saisie du plan de contrôle et des cartographies des risques de chaque ligne métier / fonction support dans l'outil.
 - o L'analyse et la validation de chaque incident opérationnel dans GECCO,
 - o La formation des équipes opérationnelles à l'utilisation de GECCO,
 - o S'assurer que les membres du comité de direction (Collège de la Gérance, Vorstand) sont informés dans les 48h suivant l'identification, des incidents opérationnels ayant un impact réel ou potentiel supérieur à 10 k€,
 - o Analyser les comptes d'erreur pour détecter les incidents opérationnels non enregistrés dans GECCO
 - o Contacter les collaborateurs en charge de la présentation en Operational Risk Committee des incidents opérationnels ayant un impact réel ou potentiel supérieur à 10 k€,
 - o Organiser et valider, en collaboration avec les métiers, la création et la mise à jour des cartographies des risques de manière régulière,
 - o Organiser la présentation des cartographies des risques opérationnels en Operational Risk Committee.
 - o Organiser le suivi des plans d'action relatifs aux incidents opérationnels et aux cartographies des risques renseignés dans GECCO,
 - o Communiquer aux membres de l'Operational Risk Committee des informations relatives au risque opérationnel,
 - o Communiquer aux autorités de régulation les informations relatives au risque opérationnel,
 - o Toute autre mission ad hoc visant à renforcer le système de contrôle des risques opérationnels au sein du Groupe.
- Chief Operating Officer (COO) ou le responsable des fonctions support : Le COO est, au sein des secteurs d'activité, le représentant compétent de la Direction des Risques Locale dans le cadre de la gestion des risques opérationnels. Il doit veiller à ce que les procédures régissant les risques opérationnels soient respectées par les équipes opérationnelles. Il en va de même pour les responsables des fonctions support. Ils doivent s'assurer que :
 - o La création / la mise à jour des cartographies des risques est effectuée régulièrement et en collaboration avec l'équipe des risques opérationnels de la Direction des Risques Locale avant validation lors de l'Operational Risk Committee en présence du responsable de l'activité, le cas échéant.
 - o Les incidents sont saisis dans GECCO, conformément aux principes énumérés dans la politique de collecte des incidents opérationnels.
 - o Les incidents dont l'impact est supérieur à 10 k€ sont notifiés en fonction des exigences locales répertoriées dans la Politique de collecte des incidents opérationnels,
 - o Le plan de contrôle est en place et est communiqué à l'équipe de gestion des risques opérationnels de la Direction des Risques Locale pour l'intégration des contrôles clés dans GECCO. La liste des employés effectuant les contrôles et saisissant les résultats dans l'outil doit également être transmise,
 - o Des plans d'action sont mis en place et saisis dans GECCO après la présentation d'incidents opérationnels ayant un impact réel ou potentiel supérieur à 10 k€ ou de cartographies des risques lors de l'Operational Risk Committee afin de réduire les faiblesses identifiées. L'Operational Risk Committee doit valider les plans d'action liés aux incidents opérationnels ou aux cartographies des risques.

Il est important de noter qu'en raison des exigences réglementaires, le CRO d'OBAM SAS, responsable du service de contrôle des risques d'OBAM SAS, assume également les responsabilités susmentionnées.

5.5 Le risque de liquidité

La gestion et le contrôle des risques de liquidité sont assurés de façon quotidienne par le département de Trésorerie de ODDO BHF. Au 31 décembre 2024, les ratios de liquidité Bale III consolidés s'établissent à 203% pour le LCR et 188% pour le NSFR.

5.6 Exposition au risque souverain

Le Groupe Financière IDAT SAS détenait au 31 Décembre 2024 des obligations émises ou garanties par le gouvernement Allemand et les Etats Fédéraux Allemands pour un nominal de 789 M€ et une valorisation de 772 M€, des obligations émises ou garanties par le gouvernement Français pour un nominal de 112 M€ et une valorisation de 110 M€, des obligations émises ou garanties par le gouvernement Irlandais pour un nominal de 0.4 M€ et une valorisation de 0.4 M€, des obligations émises ou garanties par le gouvernement Belge pour un nominal de 3.5 M€ et une valorisation de 3.3 M€, des obligations émises ou garanties par le gouvernement Autrichien pour un nominal de 1.7 M€ et une valorisation de 1.6 M€, des obligations émises ou garanties par le gouvernement Espagnol pour un nominal de 2.4 M€ et une valorisation de 2.3 M€, et des obligations émises ou garanties par le gouvernement Néerlandais pour un nominal de 3.8 M€ et une valorisation de 3.6 M€.

5.7 Evolution des échéanciers des actifs et passifs financiers

(en milliers d'euros)	31/12/2024							
	Jusqu'à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Caisse, Banques centrales, CCP	221 091	-	-	-	-	-	-	221 091
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	44 804	20 654	33 490	41 869	106 946	102 777	640 047	990 587
Instruments dérivés de couverture	1 398	70	1 302	3 073	21 525	1 817	-	29 185
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	57 125	110 352	149 425	291 887	935 589	466 407	-	2 010 785
Actifs financiers au coût amorti	2 004	2 175	4 011	2 965	-	-	-	11 155
Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti	6 397 477	208 546	331 672	172 763	135 794	131 724	-	7 377 976
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	1 245 368	116 179	153 870	188 623	87 584	450 406	-	2 242 030
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-	-	-	-	-	-	-
Total emplois	7 969 267	457 976	673 770	701 180	1 287 438	1 153 131	640 047	12 882 809
Banques centrales	10 338	-	-	-	-	-	-	10 338
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	34 228	7 247	12 864	9 527	57 097	25 137	6 312	152 412
Instruments dérivés de couverture	-	-	4 647	10 086	1 752	-	-	16 485
Dettes envers les établissements de crédit	1 854 783	19 582	56 033	29 219	185 072	369 903	-	2 514 592
Dettes envers la clientèle	8 037 878	286 802	159 860	14 657	39 639	205 088	115 086	8 859 010
Dettes représentées par un titre	21 835	107 219	41 732	1 658	-	-	-	172 444
Dettes subordonnées	12 541	-	4 855	-	-	150 000	-	167 396
Total ressources	9 971 603	420 850	279 991	65 147	283 560	750 128	121 398	11 892 677

(en milliers d'euros)	31/12/2023							
	Jusqu'à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Caisse, Banques centrales, CCP	202 234	-	-	-	-	-	-	202 234
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	59 049	17 380	41 876	58 753	139 263	71 468	665 436	1 053 225
Instruments dérivés de couverture	-	198	3 179	18 022	26 519	621	-	48 539
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	40 865	33 219	328 157	352 155	994 893	115 783	-	1 865 072
Actifs financiers au coût amorti	2 045	-	5 262	8 259	2 942	-	-	18 508
Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti	5 343 691	109 202	217 209	18 080	119 937	121 131	-	5 929 250
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	1 071 858	138 439	265 639	178 218	191 680	297 559	-	2 143 393
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-	-	-	-	-	-	-
Total emplois	6 719 742	298 438	861 322	633 487	1 475 234	606 562	665 436	11 260 221
Banques centrales	8 351	-	-	-	-	-	-	8 351
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	61 780	9 668	14 167	28 331	46 025	15 054	9 095	184 120
Instruments dérivés de couverture	179	3 158	7 032	3 345	-	-	-	13 714

Dettes envers les établissements de crédit	1 522 253	8 124	292 773	4 329	126 154	388 451	-	2 342 084
Dettes envers la clientèle	6 446 738	367 222	343 019	41 913	43 143	70 108	132 748	7 444 891
Dettes représentées par un titre	9 845	80 026	64 425	1 500	500	-	-	156 296
Dettes subordonnées	-	-	4 842	12 613	-	150 000	-	167 455
Total ressources	8 049 146	468 198	726 258	92 031	215 822	623 613	141 843	10 316 911

Note 6 – Engagements de garantie et de financement

6.1 Engagements donnés

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de financement	2 883 883	2 914 742
Engagements en faveur d'établissements de crédits	463 935	512 563
Engagements en faveur de la clientèle	2 419 948	2 402 179
Engagements de garantie	52 071	21 102
Engagements en faveur d'établissements de crédits	1 399	1 898
Engagements en faveur de la clientèle	50 672	19 204
Engagements sur titres	179 852	25 219
Titres à livrer	166 812	12 255
Fonds Private Equity-Capital non délivré	13 040	12 964
Autres engagements	891 426	781 246
Autres valeurs affectées en garantie	891 426	781 246
Engagements en faveur d'autres entreprises financières	-	-
Total	4 007 232	3 742 309

6.2 Engagements reçus

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de financement	1 988 781	2 077 294
Engagements reçus d'établissements de crédits	387 741	592 048
Engagements reçus de la clientèle	1 601 040	1 485 246
Engagements de garantie	851 596	776 467
Engagements reçus d'établissements de crédits	-	-
Engagements reçus de la clientèle	851 596	776 467
Engagements sur titres	12 539	23 895
Titres à recevoir	12 539	23 895
Fonds Private Equity-Capital non délivré	-	-
Autres engagements	56 306	50 800
Total	2 909 222	2 928 456

Note 7 – Informations complémentaires

7.1 Juste valeur des instruments financiers évalués au coût amorti

(en milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Valeur au bilan	Juste valeur	Valeur au bilan	Juste valeur
Actif				
Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti	7 377 976	7 392 448	5 929 250	5 936 364
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	2 242 030	2 250 153	2 143 393	2 152 741
Titres de dette, au coût amorti	11 155	11 216	18 508	18 367
Passif				
Dettes envers les établissements de crédit	2 514 592	2 512 114	2 342 084	2 334 292
Dettes envers la clientèle	8 859 010	8 855 725	7 444 891	7 438 001
Dettes représentées par un titre	172 444	172 444	156 296	156 296
Dettes subordonnées	167 396	167 396	167 455	167 455
Autres passifs financiers	-	-	-	-

Les justes valeurs sur les instruments financiers évalués au coût amorti sont déterminées selon des techniques de valorisation basées sur des données de marché pour les dettes obligataires. Les certificats de dépôts ne sont pas ajustés compte tenu de leur faible durée.

Présentation de la juste valeur des instruments financiers évalués au coût amorti par niveau :

(en milliers d'euros)	31/12/2024			Total
	Prix de marché cotés	Techniques de valorisation utilisant des paramètres	Techniques de valorisation utilisant des paramètres non	

		observables	observables	
	(niveau 1)	(niveau 2)	(niveau 3)	
Actif				
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	1 480 395	5 912 053	7 392 448
Prêts et créances sur la clientèle	-	845 776	1 404 376	2 250 152
Titres de dette au coût amorti	11 216	-	-	11 216
Passif				
Dettes envers les établissements de crédit	-	1 397 678	1 114 436	2 512 114
Dettes envers la clientèle	-	6 273 103	2 582 622	8 855 725
Dettes représentées par un titre	-	167 145	5 299	172 444
Dettes subordonnées	-	-	167 396	167 396

(en milliers d'euros)	31/12/2023			
	Prix de marché cotés	Techniques de valorisation utilisant des paramètres observables	Techniques de valorisation utilisant des paramètres non observables	Total
	(niveau 1)	(niveau 2)	(niveau 3)	
Actif				
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	1 213 836	4 722 528	5 936 364
Prêts et créances sur la clientèle	-	812 430	1 340 311	2 152 741
Titres de dette au coût amorti	18 367	-	-	18 367
Passif				
Dettes envers les établissements de crédit	-	1 272 455	1 061 837	2 334 292
Dettes envers la clientèle	-	5 076 991	2 361 010	7 438 001
Dettes représentées par un titre	-	153 923	2 373	156 296
Dettes subordonnées	-	-	167 455	167 455

7.2 Ventilation du bilan en éléments courants et non courants

(en milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Actif				
Caisse, Banques centrales, CCP	221 091	-	202 234	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	738 995	251 592	783 741	269 484
Instruments dérivés de couverture	2 770	26 415	3 377	45 162
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	316 902	1 693 883	402 241	1 462 831
Actifs financiers au coût amorti	8 190	2 965	7 307	11 201
Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti	6 937 695	440 281	5 670 102	259 148
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	1 515 417	726 613	1 475 936	667 457
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-	-	-
Total	9 741 060	3 141 749	8 544 938	2 715 283
Passif				
Banques centrales	10 338	-	8 351	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	60 651	91 761	94 710	89 410
Instruments dérivés de couverture	4 647	11 838	10 369	3 345
Dettes envers les établissements de crédit	1 930 398	584 194	1 823 150	518 934
Dettes envers la clientèle	8 599 626	259 384	7 289 727	155 164
Dettes représentées par un titre	170 786	1 658	154 296	2 000
Dettes subordonnées	17 396	150 000	4 842	162 613
Total	10 793 842	1 098 835	9 385 445	931 466

7.3 Participations

7.3.1 Périmètre de consolidation

Dénomination	31-déc-24			31-déc-23		
	Méthode	Contrôle	Intérêts	Méthode	Contrôle	Intérêts
FINANCIERE IDAT SAS (Paris)	Mère	100,00%	100,00%	Mère	100,00%	100,00%
ODDACE (Paris)	IG	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%
ODDO BHF PARTNERS (Paris)	IG	37,51%	37,51%	IG	37,51%	37,51%
FIDAT VENTURE (Paris)	IG	100,00%	100,00%	NC	-	-
ODDO BHF S.C.A (Paris)	IG	59,07%	59,07%	IG	59,52%	59,52%
ODDO BHF ASSET MANAGEMENT S.A.S (Paris)	IG	59,07%	59,07%	IG	59,52%	59,52%
ODDO MADELEINE S.A (Paris)	IG	59,07%	59,07%	IG	59,52%	59,52%

ODDO BHF NEW YORK CORPORATION (New York)	IG	59,07%	59,07%	IG	59,52%	59,52%
ODDO BHF TUNIS S.A (ex Oddo Tunis) (Tunis)	IG	59,05%	59,05%	IG	59,50%	59,50%
ODDO BHF PALATIN IMMOBILIER (Paris)	IG	59,07%	59,07%	NC	-	-
ODDO BHF SE (Francfort)						
ODDO BHF Belgium S.A (Bruxelles)	IG	59,07%	59,07%	IG	59,52%	59,52%
ODDO BHF Private Debt RAIF-Subfund I (Luxembourg)	IG	20,93%	20,93%	IG	21,09%	21,09%
METROPOLE GESTION (Paris)	NC	-	-	IG	59,52%	59,52%
LA BANQUE PRIVEE SAINT GERMAIN (Paris)	IG	59,07%	59,07%	IG	59,52%	59,52%
QUILVEST BANQUE PRIVEE FINANCE (Paris)	IG	59,07%	59,07%	IG	59,52%	59,52%
ODDO BHF DATA DRIVEN (Dublin)	IG	65,92%	65,92%	NC	-	-
GENERATION VIES.A (Paris)	MEE	28,06%	28,06%	MEE	28,27%	28,27%
COGEFI S.A (Paris)	MEE	20,08%	20,08%	MEE	20,24%	20,24%
COGEFI GESTION (Paris)	MEE	20,08%	20,08%	MEE	20,24%	20,24%
ABN AMRO ODDO BHF B.V (Amsterdam)	MEE	29,53%	29,53%	MEE	29,76%	29,76%
BHF Immobilien-GmbH (Francfort)	IG	59,07%	59,07%	IG	59,52%	59,52%
BHF Private Equity Treuhand- und Beratungsgesellschaft mbH (Francfort)	IG	59,07%	59,07%	IG	59,52%	59,52%
BHF-Betriebsservice GmbH (Francfort)	IG	59,07%	59,07%	IG	59,52%	59,52%
Frankfurter Vermögens-Treuhand Gesellschaft mit beschränkter Haftung (Francfort)	IG	59,07%	59,07%	IG	59,52%	59,52%
ODDO BHF Asset Management Lux (Munsbach)	IG	59,07%	59,07%	IG	59,52%	59,52%
Industrie-Beteiligungs-Gesellschaft mit beschränkter Haftung (Francfort)	IG	59,07%	59,07%	IG	59,52%	59,52%
ODDO BHF Asset Management GmbH (Düsseldorf)	IG	59,07%	59,07%	IG	59,52%	59,52%
ODDO BHF (Schweiz) AG (Zurich)	IG	59,07%	59,07%	IG	59,52%	59,52%
ODDO BHF Solutions GmbH (Saarbrücken)	IG	59,07%	59,07%	IG	59,52%	59,52%
ODDO BHF Trust GmbH (Francfort)	NC	-	-	IG	59,52%	59,52%
ODDO BHF Corporates & Markets AG (Francfort)	NC	-	-	IG	59,52%	59,52%
ODDO BHF UK Limited (Londres)	IG	59,07%	59,07%	IG	59,52%	59,52%

Les évolutions de périmètre au 31 décembre 2024 sont les suivantes :

- TUP des sociétés ODDO BHF Corporates & Makets AG et ODDO BHF SE en date du 02/04/2024.
- TUP des sociétés ODDO BHF Trust GmbH et ODDO BHF SE en date du 02/04/2024.
- TUP de la société La Banque Privée Saint Germain et de ODDO BHF SCA en date du 24/12/2024.
- Création de la société ODDO BHF Palatin Immobilier le 13/09/2024, intégralement détenue par ODDO BHF SCA.

7.3.2 Sociétés non consolidées

Au 31 Décembre 2024, les principales participations non consolidées pour lesquelles le pourcentage de contrôle est supérieur à 20% sont présentées dans le tableau ci-dessous. Ces participations ne sont pas significatives au regard des comptes consolidés.

Dénomination	31-déc-24		31-déc-23	
	Contrôle	Intérêts	Contrôle	Intérêts
Ponza	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
IDAT Entertainment	49,00%	49,00%	49,00%	49,00%
IDAT Patrimoine	50,20%	50,20%	50,20%	50,20%
ACACIA BAKETE CAPITAL	85,01%	85,01%	85,01%	85,01%
CETUS / FLYING WHALES	25,00%	25,00%	25,00%	25,00%
Belvall Holdings SA	44,36%	44,36%	44,70%	44,70%
ODDO BHF Private Equity GP	59,07%	59,07%	59,52%	59,52%
ODDO BHF Private Equity Lux GP	59,07%	59,07%	59,52%	59,52%
ODDO BHF Private Equity Lux GP II	59,07%	59,07%	59,52%	59,52%
ODDO BHF Secondaries Fund II GP	59,07%	59,07%	59,52%	59,52%
ODDO BHF Venture Capital Lux GP	59,07%	59,07%	59,52%	59,52%
ODDO BHF Venture Capital Fund GP	59,07%	59,07%	59,52%	59,52%
ODDO BHF Environmental Opportunities II GP	59,07%	59,07%	59,52%	59,52%
ODDO BHF Environmental Opportunities II Lux GP	59,07%	59,07%	-	-
ODDO BHF Opportunités Stratégiques GP	59,07%	59,07%	59,52%	59,52%
ODDO BHF Strategic Opportunities GP	59,07%	59,07%	59,52%	59,52%
BHF Private Equity Management GmbH (Francfort)	59,07%	59,07%	59,52%	59,52%
ODDO BHF Family Office GmbH (Francfort)	59,07%	59,07%	59,52%	59,52%
Frankfurter Beteiligungs-Treuhand GmbH (Francfort)	59,07%	59,07%	59,52%	59,52%
ODDO BHF Financial Advisor AG (Zurich)	59,07%	59,07%	59,52%	59,52%
ODDO BHF Mittelstand Unitranche Co-Investment GPS à r.l. (Munsbach)	59,07%	59,07%	59,52%	59,52%
ODDO BHF Private Assets GP SARL (Munsbach)	59,07%	59,07%	59,52%	59,52%
ODDO BHF Senior Loan Fund II GP SARL (Munsbach)	59,07%	59,07%	-	-
ODDO BHF Senior Loan Fund II RAIF SCA SICAV (Munsbach)	59,07%	59,07%	-	-
Office Grundstücksverwaltungsgesellschaft mbH (Francfort)	59,07%	59,07%	59,52%	59,52%
US Real Estate Beteiligungs GmbH (Francfort)	59,07%	59,07%	59,52%	59,52%

ODDO BHF Family Office AG (Zurich)	59,07%	59,07%	59,52%	59,52%
------------------------------------	--------	--------	--------	--------

7.3.3 Titres de participation

Les titres de participation n'entrant pas dans le périmètre de consolidation sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Dénomination	31-déc-24		31-déc-23	
	Contrôle	Intérêts	Contrôle	Intérêts
AB Sciences	0,23%	0,23%	0,34%	0,34%
Theravectys	5,11%	5,11%	5,11%	5,11%
Youscribe	3,81%	3,81%	4,25%	4,25%
Babyloan (ex ABC Microfinance)	4,41%	4,41%	4,41%	4,41%
France Pari	0,00%	0,00%	6,63%	6,63%
Inatherys	8,79%	8,79%	8,79%	8,79%
Aurickx Investissement	3,01%	3,01%	3,01%	3,01%
Les amis de l'opinion	1,98%	1,98%	1,98%	1,98%
YO YO	17,47%	17,47%	17,47%	17,47%
Moderna Therapeutics	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Cardiawave	6,52%	6,52%	6,02%	6,02%
IDAT Maura	10,00%	10,00%	10,00%	10,00%
Medicaïm	10,63%	10,63%	10,42%	10,42%
Le Homard Bleu	16,07%	16,07%	16,07%	16,07%
Vista Mare	5,09%	5,09%	5,09%	5,09%
Urgence Docteur	11,34%	11,34%	8,56%	8,56%
ZIWIG	6,67%	6,67%	6,06%	6,06%
Superlative Nutrition	6,60%	6,60%	-	-
Alpha Intelligence Capital GP	14,77%	14,77%	14,88%	14,88%
Wizbii S.A.S	17,41%	17,41%	17,64%	17,64%
Magnacarta	-	-	5,95%	5,95%
Buy Co	5,89%	5,89%	8,07%	8,07%
Pledg S.A.S	-	-	13,24%	13,24%
Qashflo (ex C2 Capital S.A.S)	12,60%	12,60%	12,70%	12,70%
Coin House	3,72%	3,72%	3,86%	3,86%

7.4 Parties liées

Les parties liées au Groupe sont les sociétés consolidées, les sociétés exerçant une influence notable sur le Groupe, ainsi que le collège de la gérance.

Les transactions opérées entre ODDO BHF SCA et les parties qui lui sont liées sont réalisées aux conditions de marché prévalant au moment de la réalisation de ces transactions.

Les comptes du groupe sont intégrés globalement dans les comptes de la Financière IDAT, société exerçant le contrôle du Groupe.

Relations entre les sociétés consolidées du Groupe

La liste des sociétés consolidées du Groupe est présentée dans la note 7.3. Les transactions réalisées et les encours existant en fin de période entre les sociétés du Groupe consolidées par intégration globale étant totalement éliminés en consolidation, seules sont reprises dans les tableaux suivants les données relatives à ces opérations réciproques lorsqu'elles concernent :

- les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint pour la part non éliminée en consolidation (cas non applicable)
- celles sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable, mises en équivalence,
- les sociétés qui exercent une influence notable sur le Groupe
- les sociétés dans lesquelles le Groupe détient une participation mais non présentées dans les comptes consolidés du Groupe.

Encours des opérations réalisées avec les parties liées

0000	31/12/2024		31/12/2023	
	Société d'Influence notable / de contrôle	Sociétés consolidées par mise en équivalence	Société d'Influence notable / de contrôle	Sociétés consolidées par mise en équivalence
Actif				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	44 840	-	41 103	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-
Autres actifs	-	287	-	379
Total	-	287	41 103	379
Passif				
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	42 257	-	40 730
Autres passifs	201	387	191	81
Total	201	42 644	191	40 811
Engagements De Garantie Et De Financement				

Engagements donnés	-	-	-	-
Engagements reçus	-	-	-	-
Total	-	-	-	-

Eléments de résultats relatifs aux opérations réalisées avec les parties liées

(en milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Société d'Influence notable / de contrôle	Sociétés consolidées par mise en équivalence	Société d'Influence notable / de contrôle	Sociétés consolidées par mise en équivalence
Intérêts et produits assimilés	2 232	-	2 072	-
Intérêts et charges assimilés	-9	-	9	-
Commissions (produits)	-	38 547	-	36 606
Commissions (charges)	-	-3 133	-	-2 653
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-
Produits des autres activités	-	735	-	1 014
Charges des autres activités	-	-	-	-
Charges générales d'exploitation	-	-	-	-
Total	2 223	36 149	2 081	34 967

Rémunération du collège de la gérance

(en milliers d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Rémunérations fixes	-6 400	-6 350
Rémunérations variables	-10 182	-9 367
<i>Dont plans d'options de souscription d'actions</i>		
<i>Dont plans d'attribution d'actions gratuites</i>	-658	-396
<i>Dont droits d'acquérir directement des actions</i>		
Intéressement et participation		
Total	-16 582	-15 717

Note 8 – Honoraires des commissaires aux comptes

La répartition par cabinet et par type de mission des honoraires des commissaires aux comptes des sociétés du groupe Financière IDAT SAS, intégrées globalement, comptabilisés dans le résultat 2024 est donnée ci-dessous :

(en milliers d'euros)	PWC		Deloitte		Autres	
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
	31.12.2024	31.12.2023	31.12.2024	31.12.2023	31.12.2024	31.12.2023
Audit						
- Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	3 075	2 753	518	424	175	345
- Services autres que la certification des comptes	1 574	1 455	-	289	3	-
- Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité	296	-	-	-	-	-
Total	4 945	4 208	518	713	178	345

Le montant total des honoraires de PricewaterhouseCoopers Audit France figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 1 369K€, dont 587 K€ au titre de la mission de certification des comptes de Financière IDAT et ses filiales, 486 K€ au titre de services autres que la certification des comptes (Rapport sur la responsabilité sociale de l'entreprise, procédures convenues, consultations réglementaires) et 296K€ au titre de la certification des informations en matière de durabilité.

Le montant total des honoraires de Deloitte France figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 518 K€, dont 518 K€ au titre de la mission de certification des comptes de Financière IDAT et ses filiales, et - K€ au titre de services autres que la certification des comptes.

Note 9 – Evènements postérieurs à la clôture

Le 25/01/2025, il a été procédé à la fusion simplifiée des sociétés ODDO BHF Asset Management SAS et Quilvest Banque Privée Finance. Cette opération a été réalisée avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2025 tant sur le plan comptable que fiscal.

VII. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
(Exercice clos le 31 décembre 2024)

A l'assemblée générale
ALLIANZ BANQUE S.A.
1 cours Michelet - CS30051
92076 Paris La Défense Cedex

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l’audit des comptes annuels de la société ALLIANZ BANQUE S.A. relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L’opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d’audit.

Fondement de l’opinion

Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques. Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Prestations essentielles externalisées auprès de Arkéa Banking Services, filiale du Groupe Crédit Mutuel Arkéa

Risque identifié	Notre réponse
<p>Le modèle opérationnel d’Allianz Banque S.A. s’appuie sur une externalisation auprès du Groupe Crédit Mutuel Arkéa, qui effectue le traitement des opérations bancaires jusqu’à l’intégration des données dans les systèmes d’information, tel que renseigné dans le paragraphe 4 « Autres points » de l’annexe aux comptes annuels.</p> <p>Dans ce contexte, Allianz Banque a déployé une gouvernance spécifique pour s’assurer de la qualité des prestations servies et de la fiabilité des informations transmises par le prestataire conformément aux dispositions contractuelles de service.</p> <p>La fiabilité des informations financières dépend ainsi de la qualité et des délais de transmission des informations communiquées par le prestataire externe.</p> <p>Les prestations essentielles externalisées auprès d’Arkéa Banking Services sont donc considérées comme un point clé de l’audit en raison des volumes significatifs d’opérations gérées transitant par leurs systèmes d’information.</p>	<p>Dans le cadre de nos travaux d’audit, nous avons examiné les dispositions contractuelles encadrant les prestations de service fournies par Arkéa Banking Services. Nous avons également pris connaissance du dispositif de gouvernance et des modalités de pilotage des prestations essentielles externalisées mis en place par Allianz Banque en nous appuyant notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none">• les échanges entre les fonctions de contrôle périodique et de contrôle permanent d’Allianz Banque avec celles d’Arkéa Banking Services ;• les travaux de contrôle réalisés par ces fonctions et leurs conclusions ;• les modalités de reporting établies entre Arkéa Banking Services et la direction d’Allianz Banque. <p>Nous avons apprécié la qualité de mise en œuvre du processus d’intégration des flux de gestion dans le système comptable d’Allianz Banque en testant :</p> <ul style="list-style-type: none">• les contrôles généraux informatiques de ce processus, notamment celui relatif à l’accès aux traitements d’exploitation ;• les contrôles clés permettant d’assurer l’exhaustivité des flux traités et l’intégrité de l’intégration des données dans le système comptable. <p>Nous avons testé l’efficacité des contrôles comptables clés mis en œuvre par la Direction des métiers bancaires d’Allianz Banque S.A. pour évaluer la fiabilité des données reçues du prestataire.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n’avons pas d’observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d’administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l’article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l’observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n’incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu’elles n’entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d’entreprise

Nous attestons de l’existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d’administration consacrée au gouvernement d’entreprise, des informations requises par l’article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société ALLIANZ BANQUE S.A. par votre assemblée générale du 29 mai 2018 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 16 mai 2019 pour le cabinet RSM Paris.

Au 31 décembre 2024, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la septième année de sa mission sans interruption et le cabinet RSM Paris dans la dix-huitième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris, le 25 avril 2025

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Aurore PRANDI

RSM PARIS
Mohamed BENNANI

VIII. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est à la disposition du public au siège de la société.